

ILS TRICHENT, ILS MENTENT, ILS RÉPRIMENT

PAS DE TRÊVE POUR NOËL



PAS DE CADEAUX POUR LE GOUVERNEMENT

Dossier

**1995, 2003, 2010:
RETOUR SUR TROIS
BATAILLES** Pages 6 et 7

ÉDITO

Qu'ils s'en aillent tous!
Page 2

PREMIER PLAN

**Retraites. Discours d'Édouard
Philippe: du baratin!**
Page 3



ACTU INTERNATIONALE

**Grande-Bretagne. Victoire
de Johnson, instabilité en
perspective** Page 5

LIBRE EXPRESSION

Souscription du NPA
Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

Qu'ils s'en aillent tous!

Lamnésique monsieur Delevoye a donc présenté sa démission. Il faut dire que l'énumération de ses « oubliés » commençait à ressembler à une liste de courses de François de Rugy, continuant même de s'allonger après l'annonce de son départ. Conflits d'intérêts, rémunérations indûment perçues, cumul de salaires : les petits arrangements du monsieur retraites du gouvernement sont nombreux, confirmant que le « nouveau monde » que promettait Macron lors de son élection ressemble à s'y méprendre à l'ancien.

Après Richard Ferrand, François Bayrou, Marielle de Sarnez, Sylvie Goulard, François de Rugy... le haut commissaire aux retraites Jean-Paul Delevoye rejoint la cohorte des ministres qui ont démissionné en raison de leurs pratiques douteuses ou illégales. Et il n'est probablement pas le dernier, tant le pouvoir, tout à son assurance et à son mépris, semble s'accommoder des magouilles politico-financières de ceux qui ont le bon goût de prêter allégeance à Macron.

Concernant Delevoye, le gouvernement feint la surprise. Mais de qui se moque-t-on?! Qui peut sérieusement croire que l'exécutif ne s'est pas un minimum renseigné sur le CV de celui qui allait porter la réforme-phare de la seconde moitié du quinquennat? Dans un article publié le 17 décembre, *le Monde* confirme d'ailleurs cette coupable indulgence : « Cette situation de cumul de mandats était connue du secrétariat général du gouvernement (SGG) [...] rattaché au Premier ministre, dès 2017, et avait fait l'objet d'une décision validée par Matignon ». Delevoye est parti, et c'est tant mieux. Il s'agit d'une première victoire pour le mouvement de contestation de sa contre-réforme des retraites. Mais ladite contre-réforme est toujours là, ainsi que tous ceux qui ont couvert leur petit copain Delevoye. Plus que jamais, le combat actuel est donc un combat contre Macron, sa politique et son monde : celui des riches, des arrogants, des magouilleurs, au service des multinationales, des banques et des assurances. Qu'ils s'en aillent tous! Ce cri, qui résonne aux quatre coins du monde, est également le nôtre. Et nous le ferons entendre dans les jours et les semaines à venir, en généralisant les grèves, en paralysant le pays, en les obligeant à reculer, à retirer leur « réforme » antisociale et en les poussant dehors une bonne fois pour toutes, afin de reprendre enfin le contrôle sur nos vies. Delevoye on t'aura, Macron, on t'aura!

BIEN DIT

Ce n'est pas la maison des pays riches qui brûle mais bien la terre des pays les plus pauvres, alors que ce sont les émissions des pays riches qui y ont mis le feu. Malheureusement, face aux cris de détresse des pays les plus vulnérables, cette COP [25] a révélé au grand jour le cynisme des pays riches.

FANNY PETITBON (ONG CARE), *Mediapart*, 15 décembre 2019.

À la Une

Pas de trêve pour Noël Pas de cadeaux pour le gouvernement

Après les annonces d'Édouard Philippe mercredi 11 décembre, qui n'ont fait que confirmer ce que l'on savait déjà, le gouvernement, malgré la poursuite des grèves et le succès de la journée de mobilisation du 17 décembre, met désormais la pression pour que le mouvement s'arrête en fin de semaine. Des postures martiales et méprisantes, mais qui témoignent aussi du fait que le pouvoir vacille : après la démission de Delevoye, Macron et Philippe ne savent pas comment s'en sortir. Il faut savoir en profiter!

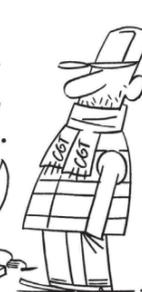
Maire, parlementaire, ministre de la Fonction publique sous Chirac, médiateur de la République, président du Conseil économique, social et environnemental... Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire aux retraites dans le gouvernement, affiche un bien beau cursus. Mais il a visiblement quelques « trous de mémoire », oubliant d'abord sa fonction d'administrateur au sein de l'Institut de formation de la profession de l'assurance, puis son siège au conseil d'administration de la Fondation SNCF, puis une dizaine d'autres mandats (comme l'a révélé *le Monde*).

Au-delà de l'itinéraire pas si singulier d'un homme de main des capitalistes passé par le RPR, l'UMP et aujourd'hui macroniste convaincu, le parcours de Delevoye éclaire parfaitement le fond du projet actuel : attaquer les retraites par répartition et toutes les solidarités afin que les grandes compagnies d'assurance, pourvoyeuses de retraites complémentaires coûteuses, mettent enfin la main sur le pactole de la protection sociale. Sa démission ne change rien au projet qu'il a largement contribué à construire, et l'on peut juste regretter qu'il n'ait pas emporté sa réforme avec lui.

Le pouvoir veut l'épreuve de force

Mercredi 11 décembre, au-delà de la répétition de mots bien mal employés (« égalité », « solidarité », « répartition », « justice »), les annonces d'Édouard Philippe ont confirmé que le prétendu « système universel »

PÉNURIE:
LA FRANCE VA-T-ELLE
MANQUER DE PALETTES
À BRÛLER?



se traduira par une baisse des pensions (avec la prise en compte de l'ensemble des carrières et non des meilleures années), un allongement de la durée de cotisation (avec l'âge dit « pivot » à 64 ans) et une « harmonisation » par le bas avec la destruction des conventions collectives (fin des « régimes spéciaux »).

Après avoir refusé d'entendre le mouvement de grève reconductible qui a démarré il y a près de quinze jours, le gouvernement demande aujourd'hui aux agents de la SNCF et de la RATP d'arrêter la grève pour les fêtes de fin d'année... Ignoble chantage! Si cette grève est difficile pour touTEs, à commencer par les grévistes qui perdent de l'argent, c'est bien le pouvoir qui en porte la seule responsabilité, en cherchant à imposer coûte que coûte un projet de loi unanimement rejeté, même par les syndicats les plus ouverts au prétendu « dialogue social », et seulement soutenu par le Medef et

les assureurs... Mais le mouvement tient bon et les enquêtes d'opinion confirment que le soutien à la mobilisation et l'opposition à la contre-réforme restent largement majoritaires!

Pour le retrait du projet, amplifions la grève!

Jusqu'à présent, les grévistes ont su éviter les manœuvres de division du gouvernement qui tente d'enfoncer des coins dans le mouvement : jouer les salariés du régime général contre celles et ceux des régimes spéciaux ; les hommes contre les femmes (réduites au passage au rôle de mère pour revaloriser leur pension) ; et surtout les salariés plus âgés, non impactés par la réforme systémique, contre les jeunes qui viennent ou vont rentrer dans le monde du travail... Nous sommes en réalité touTEs visés et il faut continuer, solidaires et déterminés, touTEs ensemble!

La nouvelle journée de grève nationale, mardi 17, a été massive, avec des taux de grévistes particulièrement élevés, des manifestations énormes, et une détermination intacte, voire accrue par la démission de Delevoye, qui a été fêtée dans les assemblées générales. Cette journée doit permettre de franchir une étape vers la grève générale, un blocage total du pays qui, seul, peut contraindre le gouvernement à reculer : à la fois consolider le mouvement de grève reconductible dans les transports, l'étendre dans des secteurs comme l'éducation (où les quelques jours qui restent avant les vacances scolaires doivent être marqués par la grève et la mobilisation) ou le secteur hospitalier, et la construire dans de nouveaux secteurs. Avec les mésaventures de Delevoye, le pouvoir est fragilisé : pour dégager Macron et sa réforme des retraites, tout reste possible.

RETRAITES

Discours d'Édouard Philippe : du baratin!

En présentant de « nouvelles mesures » le 11 décembre dernier, le Premier ministre, droit dans ses bottes comme le fut en 1995 son ami politique Juppé, a tenté de désamorcer la mobilisation en emportant l'adhésion de la CFDT à son projet. Échec total à cette étape, l'ensemble des confédérations syndicales ayant appelé à manifester le 17 décembre!

Dans ce discours, le projet de réforme du système est maintenu dans sa quasi-totalité. Le gouvernement veut passer en force et rapidement. Le projet de loi serait présenté en Conseil des ministres en janvier, débattu au Parlement en février et soumis au vote après les élections municipales.

« Ne vous mobilisez pas, vous n'êtes pas concernés! »

C'était l'arrière-pensée du gouvernement en présentant la « clause du grand-père ». Et c'est pour cette raison qu'il annonce que la réforme ne s'appliquerait qu'à partir de 2037. Mais « l'âge d'équilibre » (nouvelle dénomination de l'âge pivot) devra

s'appliquer d'ici presque deux ans. Édouard Philippe a précisé qu'à défaut d'un accord entre les syndicats et le patronat, « la loi fixera à partir du 1^{er} janvier 2022 un âge d'équilibre à 62 ans et 4 mois ». Cet âge sera rallongé chaque année de 4 mois jusqu'à atteindre 64 ans en 2027. La décote sera de 5% par année manquante.

Ainsi, une personne du secteur privé qui aura 62 ans en 2022 et demandera à partir en retraite dès cet âge légal pourrait subir une diminution de sa pension de 10% qui s'appliquera pendant toute la durée de sa retraite.

Des « avancées » qui ne sont que des leurres

Édouard Philippe a promis « une pension minimale de 1000 euros par mois [...], une conquête sociale, le gouvernement ira même plus loin avec un minimum de pension garanti à 85% du SMIC ». Mais il n'a pas rappelé les conditions écrites dans son rapport pour en bénéficier : avoir effectué une carrière complète, soit avoir cotisé pendant 43 ans, une condition généralement inatteignable pour une disposition concernant essentiellement des précaires. Et il ne précise pas que le minimum contributif versé actuellement est de 636 euros, auquel s'ajoute

Un monde à changer

ARDÈCHE: À L'HÔPITAL SAINTE-MARIE, LA MORALE AU SECOURS DE L'AUSTÉRITÉ! À l'hôpital Sainte-Marie de Privas (Ardèche), la direction ne badine pas avec la morale du personnel. Dans cet établissement de statut associatif, chargé d'assurer le service public de psychiatrie, les agentEs qui vivent dans le péché, en concubinage, pacsé ou autres inventions du diable, seront désormais privés des avantages alloués aux couples légitimement mariés, comme les jours accordés lors de l'hospitalisation du conjoint ou liés au décès d'un proche. Telle est la décision dont la direction a informé les représentantEs du personnel lors du dernier CSE. L'ordre moral tombe à pic pour justifier le rabotage des acquis sociaux et réduire le « coût du travail ». Comme l'a relevé la CGT locale: « Pour le coup on se rapproche plus des valeurs de la Manif pour tous que de celles qui ont conduit le Père Chiron à

sortir des malades mentaux de leurs cellules pour leur apporter des soins ». Le Père Chiron est le fondateur du centre hospitalier Saint-Marie, comme le rappelle l'établissement sur son site: « Le 1^{er} mai 1827, le Père Chiron est alors aumônier de la prison de Privas. Il accueille avec l'aide des Sœurs de Sainte-Marie de l'Assomption quelques femmes dans la maison "Flandin" qu'ils viennent d'acquérir. Ces "prisonnières" étaient traitées comme des délinquantes, malmenées, rejetées parce que malades mentales. C'est la naissance du premier "asile" Sainte-Marie, créé avant même que la loi de 1838 ne fasse obligation à chaque département d'ouvrir un asile pour les malades mentaux. »

Deux siècles plus tard, la charité et l'humanisme ont de toute évidence été remplacés par de nouvelles valeurs. Sainte Austérité, priez pour nous ?

UNION EUROPÉENNE Ursula von der Leyen a commandé un pacte vert au Père Noël

Ce pacte vert serait « la nouvelle stratégie de croissance inclusive de l'Europe. Il permettra de réduire les émissions, tout en créant des emplois et en améliorant notre qualité de vie, sans oublier personne ». C'est beau, non ? Elle fait aussi miroiter aux capitalistes de « nouvelles perspectives économiques ».

Que contient le pacte vert ?

L'arrêt des permis d'extraction, des contrats de concession, des subventions aux énergies fossiles ? Un plan pour sortir de l'agriculture intensive, gorgée d'intrants chimiques, pour produire bio et local ?

Un programme d'économies d'énergie, d'isolation des bâtiments, de développement des énergies renouvelables ?

La diminution des transports internationaux aberrants, la fin du tout-camion, la promotion du fret ferroviaire ?

La réduction de l'utilisation de la voiture en développant les transports en commun publics gratuits ? L'arrêt de l'artificialisation des terres agricoles et des milieux naturels ?

La fin des projets de zones commerciales vouées à la surconsommation, de zones de loisirs formatés

La nouvelle présidente de la Commission européenne a présenté un « pacte vert », pour que l'Europe soit le premier continent neutre en carbone d'ici 2050.



à la loi du fric, dopés au carbone, de projets autoroutiers aspirateurs à véhicules ? Non, bien sûr.

Impossible croissance verte

Les mesures annoncées correspondent au « capitalisme vert », dont on sait qu'il est impossible. Elles prévoient d'« étendre le système des droits d'émission », dans le droit fil de la COP25 centrée sur le marché de la « compensation », donc la possibilité pour les pays riches de compenser leurs

émissions ailleurs. On parle aussi de « renforcer l'économie circulaire », de « préserver la biodiversité », d'une « taxe carbone aux frontières », oubliant que les grandes entreprises européennes délocalisent leurs productions et la pollution dans les pays à bas coûts du travail. Autant de phrases creuses, en contradiction avec les traités climaticides internationaux de libre-échange, avec la politique d'ouverture du rail à la concurrence qui détruit des milliers de kilomètres de lignes ferroviaires et

tue le fret, avec la PAC qui favorise l'agro-industrie. Un pacte qui ne répond pas à l'urgence écologique.

On croit en nos luttes, pas au Père Noël!

Les responsables politiques ne peuvent plus ignorer les aspirations et revendications mondiales en faveur du climat. Ils connaissent les mesures à prendre, mais refusent de contraindre les premiers responsables du saccage de la planète: les capitalistes, leur système d'exploitation des ressources, leur recherche du profit maximum, leur mode de vie.

Tout plan qui fait fi des aspirations de la jeunesse et ne s'appuie pas sur les recommandations des experts du climat, en particulier la sortie des énergies fossiles, n'est qu'une opération de communication de plus, une tentative de sauvetage déguisée d'un système de plus en plus contesté. Ursula von der Leyen veut sauver le système, pas le climat. À nous de prendre les commandes pour engager, grâce à notre intelligence collective, les politiques sociales et écologiques nécessaires impérativement.

Commission nationale écologie

Le chiffre

1041 euros par mois

C'est, selon les modalités de calcul de l'Insee, le seuil en dessous duquel on se trouve en situation de pauvreté en France. Soit 41 euros de plus que les 1000 euros « promis » par le gouvernement pour les retraites (à condition d'avoir une carrière complète au SMIC), mesure présentée comme un immense progrès social. No comment...



Agenda

Jeudi 19 décembre, débat avec Pierre Cours-Salies: « De Mai 68 aux Gilets Jaunes », Paris. À 18h à la librairie la Brèche, 27 rue Taine, 75012 Paris.

Vendredi 20 décembre, cinéclub du festival Ciné-Palestine, séance 2, Paris. À 18h à l'EHESS, 105 boulevard Raspail, 75006 Paris.

Samedi 21 décembre. Acte 58 des Gilets jaunes.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Nous proposons un nouveau pacte entre les générations, un pacte fidèle dans son esprit à cela que le Conseil national de la Résistance a imaginé et mis en œuvre après-guerre.

ÉDOUARD PHILIPPE, 11 décembre 2019.

la retraite complémentaire. Les 4,8 millions de bénéficiaires touchent donc 970 euros portant ainsi « la conquête sociale » à 30 euros mensuel! Cette mesure existe déjà dans une loi de 2003 jamais appliquée.

Édouard Philippe prétend que le système universel permettra de remédier aux inégalités hommes-femmes. C'est un nouveau mensonge¹. La prise en compte de toute la carrière pour le calcul de la retraite défavorise les femmes, principales victimes des temps partiels imposés, de la précarité, du chômage... Les pensions seront augmentées de 5% par enfant et de 7% à partir du 3^e enfant. Dans les faits, les couples risquent de choisir d'attribuer cette augmentation à l'homme, qui touche un salaire plus élevé, et la mère sera lourdement pénalisée en cas de séparation.

Les primes des fonctionnaires seront prises en compte dans le calcul de leur

retraite et, pour les enseignantEs qui en bénéficient très peu, une revalorisation progressive des pensions est envisagée sur une période de 10 ou 15 ans, qui sera conditionnée à un accord entre le gouvernement et les syndicats, donc soumises à des contreparties qui ne sont pas précisées, mais qui pourraient consister à allonger le temps de travail.

Le compte de pénibilité au travail, un dispositif individuel qui ne résout pas ce problème, serait étendu aux agentEs de la fonction publique, et mieux pris en compte pour « les métiers usants ». Mais le gouvernement prévoit par ailleurs d'assouplir les conditions du travail de nuit, et il a supprimé quatre des critères de pénibilité.

S. Bernard

1 - Lire l'article « Retraite des femmes. On nous prend pour des quiches? », l'Anticapitaliste n°501 (12 décembre 2019)

COLÈRE DE LA CFTD



l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Directeur de publication:
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Que fait la justice?
Elle ferme les yeux

En juillet 2019, deux professeurs d'arts plastiques de l'université du Mirail ont été exclus de tout établissement d'enseignement supérieur pour cause de « harcèlement sexuel et moral ». Mais le procureur qui s'était saisi de l'affaire vient de la classer sans suite.

L'affaire remonte à juillet 2018 lorsqu'une étudiante, membre de l'Union des étudiantEs de Toulouse (UET), ayant entendu parler du comportement « dérangent » de deux enseignants d'arts plastiques et en ayant elle-même été la cible, décide de lancer un appel à témoignages.

Plus d'un an de travail,
de nombreux témoignages

Pendant plusieurs mois, une quinzaine d'étudiantes vont la contacter pour témoigner, malgré la peur. Les faits sont variés : à deux, ces professeurs minaient systématiquement leurs étudiantes en les sexualisant, en les dénigrant, en les insultant avec de propos sexistes, racistes ou validistes. Toutes les victimes veulent aller plus loin et surtout, que ces violences s'arrêtent ! Finalement, une saisine de la commission disciplinaire de l'université est déposée le 16 avril 2019 avec une quinzaine de témoignages dont certains anonymes. Le 15 juillet, cette commission rend son avis : les deux professeurs sont exclus à vie de l'enseignement supérieur. Cette sanction est la plus élevée dans la code de l'éducation.

Cette mesure exceptionnelle intervient dans un contexte où quatre autres affaires de harcèlement et d'agressions sexuelles sont dénoncées à l'université du Mirail. Fortes d'un long travail de campagne de prévention et du mouvement MeeToo, les femmes s'organisent pour s'entraider, briser le silence et agir. Le procureur avait alors déclaré se saisir du dossier et ouvrir une enquête en juin 2019.

Une enquête bâclée,
un classement sans suite scandaleux

Depuis, seules quatre des victimes ont été entendues par la police dans le cadre de cette enquête, sur seize personnes ayant témoigné dans le dossier. Finalement, deux des victimes reçoivent un courrier du tribunal de grande instance de Toulouse annonçant un classement sans suite de l'affaire de harcèlement pour « manque d'élément ». Surprise : le courrier ne fait pas seulement mention de l'affaire concernant les professeurs d'arts plastiques mais de tous les professeurs accusés dans toutes les affaires. Il ne fait pas non plus mention des faits dénoncés par les victimes mais d'autres faits, ne les concernant pas. Cela signifie qu'une seule enquête a été menée pour traiter plusieurs affaires différentes (avec des auteurs et des victimes différentes). Cela signifie aussi que l'ensemble des affaires sont classées sans suite. C'est-à-dire que si on avait peu d'espoir, on est quand même déçues. Évidemment, les médias s'empressent de déclarer les deux professeurs « blanchis » et ces derniers en profitent pour déposer plainte contre une des victimes pour dénonciation calomnieuse. Ce classement sans suite est un scandale qui nous montre une fois de plus que la parole des femmes a peu de valeur face aux institutions judiciaires. Quelques semaines après la fin du Grenelle, cette décision de justice nous rappelle que nous n'avons pas fini de nous battre pour défendre nos droits ! L'heure est désormais à la solidarité : les victimes s'organisent maintenant collectivement et certaines d'entre elles ont déjà porté plainte. Le soutien financier sera primordial : une cagnotte est en ligne pour les frais d'avocat, sur la page de l'UET ou sur : www.lepotsolidaire.fr/pot/kr712r4u

Correspondante (Toulouse)



COMPAGNE CONTRE LE HARCELEMENT SEXUEL À L'UNIVERSITÉ
EN CAS DE PROBLÈME N'HÉSITEZ PAS À NOUS CONTACTER
MS012 05.61.50.45.03
LES FEMMES SONT AU PROGRAMME

SANTÉ Hôpital public en urgence vitale

Déjà le 5 décembre, dans le cortège parisien mais aussi en régions, les blouses blanches et tous les métiers de l'hôpital étaient dans la rue. Ils et elles y retournent le 17, inscrivant leurs propres revendications dans la mobilisation générale qui s'enracine.

Une vague qui gronde pour
défendre l'hôpital public

Sans répit, depuis mars dernier, les Urgences, coordonnées au sein du Collectif inter-urgences, ne désarment pas. Aujourd'hui encore, plus de 280 de ces services sont en grève. En octobre, l'entrée en scène du corps médical qui a constitué le Collectif inter-hôpitaux et repris l'intégralité des exigences portées depuis 8 mois, donne un second souffle à la vague qui gronde pour défendre l'hôpital public. Les associations d'usagerEs montent aussi au créneau pour soutenir la lutte en cours. Une pétition citoyenne a recueilli à ce jour plus de 250 000 signatures pour exiger un vrai plan d'urgence. Les internes, étudiantEs en médecine, ont rejoint l'inter-syndicale qui inclut les collectifs et « exige l'ouverture de véritables négociations pour sortir de la crise actuelle ».

Après la mobilisation exceptionnelle de plusieurs dizaines de milliers de participantEs le 14 novembre, les mesures présentées, le 20 novembre, par Philippe et Buzyn, n'ont fait qu'alimenter la colère. Les ministres ne rompent pas avec leur objectif de « réorganisation complète du système de soins » qui sanctionne le démantèlement de l'hôpital public. Leur

Celles et ceux d'en bas se rebiffent, une lame de fond secoue le pays et pourrait l'emporter sur la politique d'en haut. Les hospitalierEs ne sont pas en reste pour converger avec touTEs contre la réforme des retraites.



plan ne répond en rien aux besoins définis au sein des assemblées générales qui dans nombre d'établissements réunissent touTEs les professionnelEs. Les préavis de grève, service par service ou par catégorie professionnelle, se multiplient et bousculent les « managers publics de santé » et le syndicat SMPS appelle, pour la première fois, à manifester. Ce gouvernement réussit à faire l'unanimité contre sa politique.

« La rigueur est devenue
austérité, puis l'austérité,
pénurie... »

Aujourd'hui, près de 900 chefs de services hospitaliers, de toutes spécialités et de toutes régions,

mettent leur démission dans la balance. Cette action collective est une première à ce niveau de la hiérarchie médicale. « Comment forcer le gouvernement à ouvrir un Grenelle de l'hôpital public avec un vrai plan financé répondant aux besoins » quand les mesures gouvernementales se résument à moins de 300 millions supplémentaires pour 2020, alors qu'il manque 1,3 milliard d'euros pour répondre à la seule augmentation programmée des charges ? « La rigueur est devenue austérité, puis l'austérité, pénurie... » Épuisement des personnels, départs des agentEs, manque ou vétusté des locaux et du matériel... Ces carences mettent en danger la population. Comme

par exemple, les bébés qui, en ces temps d'épidémies hivernales, sont nombreux à être transférés loin de l'Île-de-France qui n'a plus les capacités de les soigner. De longues distances qui les mettent en danger et les éloignent de leurs parents. L'hôpital assure aussi le suivi de 95 % des malades, soit pour des pathologies chroniques ou des maladies orphelines, handicap, maladies psychiatriques et polytraumatisés, et reste encore le seul lieu de soins dans les déserts médicaux qui s'étendent.

Pour le front uni des syndicats, des collectifs dont celui du Printemps de la psychiatrie, des organisations de praticienEs, comme pour les internes, les biologistes, les associations professionnelles et la Coordination de défense des hôpitaux de proximité et des maternités, il ne s'agit pas seulement de « desserrer la contrainte imposée à l'hôpital public », mais bien de défendre le système de santé et les revendications : un objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) revalorisé d'au moins 4 %, la revalorisation générale des salaires et le recrutement de personnel, un plan de formation pluridisciplinaire et l'ouverture de lits pour accueillir les malades en toute sécurité. Ces exigences sont au cœur de la lutte engagée pour sauver l'hôpital public et assurer l'égal accès aux soins de touTEs, sur tout le territoire.

CorrespondantEs

NORMANDIE Opacité sur le redémarrage Lubrizol
et l'incendie de la raffinerie Total

Alors que l'usine Lubrizol reprenait à peine son activité sur le site de Rouen, un terrible incendie a eu lieu à la raffinerie Total de Gonfreville-l'Orcher samedi 14 décembre 2019.



DR

Si l'origine du feu de la raffinerie Total, comme celui de Lubrizol, reste à déterminer, nous pouvons observer des similitudes dans les discours patronaux. Concernant Lubrizol, le collectif unitaire a mis en évidence comment l'industriel et la préfecture avaient caché des informations essentielles en vue de « rassurer » la population, comme la présence de toitures amiantées, le stockage des produits Lubrizol chez Normandie Logistique dans des conditions de sécurité non satisfaisantes ou encore sur la dangerosité du nuage. Concernant l'incendie Total, le préfet garde le même discours sur la non-toxicité du nuage alors qu'il est scientifiquement démontré que les incendies d'hydrocarbure dégagent des composants cancérigènes dont des hydrocarbures polycycliques aromatiques reconnus cancérigènes par le Centre international de recherche sur le cancer.

Trois incidents en trois
semaines

Autre similitude, le fait que Total taise les incidents à répétition sur le site, notamment lors du redémarrage après l'arrêt technique programmé de deux mois. Répéter en boucle à la presse que Total a dépensé 110 millions d'euros lors des travaux ne suffit pas pour convaincre que la sécurité est au rendez-vous.

Preuve en est, trois incidents majeurs ont eu lieu sur le site en

trois semaines, dont une rupture de canalisation de pétrole brut, une fuite d'éthylène et un départ d'incendie. Comment ne pas faire le lien entre ces incidents à répétition et les conditions de plus en plus drastiques des arrêts techniques, des arrêts de plus en plus courts, avec de plus en plus de sous-traitance et des contraintes de temps peu compatibles avec des travaux de qualité ? La chasse aux économies et la course aux profits se fait comme toujours au détriment de la sécurité des salariéEs et des populations.

La « transparence totale »,
vraiment ?

Lors de sa visite sur le site de Lubrizol le 30 septembre dernier, le Premier

ministre Édouard Philippe a insisté sur un mot d'ordre : « la transparence totale ». Force est de constater qu'on est loin du compte concernant la reprise partielle d'activité de Lubrizol. Ainsi les éléments transmis au CODERST (conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques) ne sont pas publics, tandis que la direction de Lubrizol se refuse à informer les riverainEs des travaux réalisés sur le site, de la mise à jour de son évaluation du risque, de son plan de lutte contre l'incendie, des conditions d'enfutage et de stockage sur trois nouveaux sites sous-traités, de la publication sur son site de documents rendus obligatoires par la réglementation... Bref, une

communication à minima qui n'est pas pour rassurer travailleurEs et riverainEs. Sans compter que le redémarrage d'une partie de l'activité se fait sans que l'on connaisse à ce jour la cause de l'incendie, et avant même le résultat de l'expertise pour risque grave votée par les représentantEs du personnel de Lubrizol.

Depuis l'incendie Lubrizol du 26 septembre 2019, plusieurs syndicats, CGT en tête, ne cessent de répéter que les industriels jouent de plus en plus avec la vie des salariéEs et des riverainEs, que des pans entiers de la réglementation ne sont pas respectés par les donneurs d'ordres en matière de sous-traitance et de formation notamment comme le confirme l'enquête du Club Maintenance de la CCI de Rouen.

Si les organisations syndicales portent des revendications essentielles comme l'interdiction de la sous-traitance dans les industries à risque, le retour des CHSCT avec des pouvoirs renforcés ou l'impunité zéro contre la délinquance en col blanc, il ne faut pas perdre de vue que le combat principal doit être d'interdire aux capitalistes de posséder des industries dangereuses comme la chimie, le pétrole ou encore la fabrication de médicaments.

Gérald Le Corre

Elle opposait le travailliste Jeremy Corbyn – un social-démocrate très radical, à la tête d'un parti qui s'est massivement développé sous sa direction au cours des quatre dernières années – avec un programme basé sur les services publics et la justice sociale, au conservateur Boris Johnson, dégoulinant de défense des privilèges, de racisme, de sexisme et de mépris pour les personnes exclues socialement. Il y a eu un très haut de niveau de mobilisation, avec des centaines de militantEs du Labour allant démarcher les gens, notamment dans les circonscriptions les plus marginales.

Le choix d'un leader «fort»

Mais Johnson n'a pas seulement gagné. Il l'a fait de façon décisive, emportant des sièges, dans le nord de l'Angleterre désindustrialisée, qui avaient toujours été gagnés par le Labour. Au début de la campagne, les Conservateurs étaient loin devant dans les enquêtes d'opinion, mais le fossé s'est significativement résorbé dans les dernières semaines. L'ampleur de la défaite a dès lors été un coup dur, car la campagne ressemblait à celle de 2017, lorsque le Labour avait fait perdre de 17 sièges leur majorité aux Conservateurs, les contraignant à gouverner de façon minoritaire et les rendant incapables de mettre en œuvre le Brexit. Même si Corbyn ne l'avait pas emporté en 2017, la campagne fut un triomphe pour lui, et il en était ressorti plus fort qu'il n'y était entré.

Lors de la campagne de 2019, le slogan de Johnson était «*Get Brexit done*» («Faire le Brexit») – un slogan vide et impossible à réaliser, mais attractif par sa simplicité. La

GRANDE-BRETAGNE Victoire de Johnson, instabilité en perspective

L'élection britannique du 12 décembre était, comme les politiciens et commentateurs de tous les camps s'accordaient à le dire, la plus importante depuis des décennies.

Grande-Bretagne a fait le choix d'un leader «fort» – au moins en apparence – sur le modèle de Trump, mais aussi de Bolsonaro, de Modi, etc.

Le programme du nouveau gouvernement conservateur, ce n'est pas grand-chose de plus. La gauche est certaine qu'il a l'intention de saper un peu plus ce qui reste de services publics – en particulier le NHS¹, d'attaquer le peu de droits syndicaux qui subsistent, et de rapprocher encore davantage la Grande-Bretagne des USA de Trump. Mais les Conservateurs démentent tout cela.

De fait, depuis l'élection, Johnson a promis davantage de dépenses d'infrastructures pour le nord, mais aussi de consacrer, dans la loi, une augmentation des dépenses pour le NHS. Son deal pour la sortie de l'UE sera de nouveau soumis au Parlement avant Noël, et la Grande-Bretagne quittera l'UE au 31 janvier 2020.

Des conséquences sur la stabilité du Royaume-Uni

Une des différences majeures avec l'élection de 2017 a été le rôle pervers des médias. Normalement, lorsqu'une élection est organisée, les partis ont un temps d'exposition équivalent et font l'objet d'un même niveau d'attention. Pas cette fois. Non seulement la diabolisation de Corbyn s'est poursuivie, mais c'est



WIKIMEDIA COMMONS

l'ensemble du traitement qui a été biaisé en faveur de Johnson. On notera que les fausses accusations d'antisémitisme – face auxquelles Corbyn s'est mal défendu – ont été au cœur des attaques, comme c'est le cas depuis des années. Ces biais étaient particulièrement frappants lorsqu'ils sont venus de la BBC, prétendument impartiale.

Les résultats de l'élection auront des conséquences sur la stabilité du Royaume-Uni pour les années à venir. En Écosse, le Parti national écossais (SNP) a obtenu un très bon résultat (48 sièges sur 59) alors que le Labour a connu un désastre (un siège) car il a fait principalement campagne en soutien à l'Union [le Royaume-Uni]. Une majorité des Écossais avaient voté pour rester dans l'UE, et le résultat de l'élection constitue un mandat pour l'organisation d'un nouveau référendum sur l'indépendance. Mais on ne

sait pas encore ce que le leader du SNP, Nicola Sturgeon, va faire. Vont-ils faire comme en Catalogne et organiser un référendum sans l'autorisation de Westminster ? Ils ont toujours dit qu'ils ne le feraient pas, mais leurs possibilités sont de plus en plus restreintes.

Le Nord de l'Irlande avait également voté pour rester dans l'UE lors du référendum de 2016. Pour la première fois, avec le dernier scrutin, ont été élus davantage de députés favorables à l'unité de l'Irlande et au «reman» que de députés unionistes pro-Brexit. Pour l'un des dirigeants du Parti de l'alliance d'Irlande du Nord : «*Si Boris Johnson choisit d'user de son mandat pour mettre en œuvre un no-deal ou un Brexit dur, alors il est inévitable que l'Écosse pousse pour un nouveau référendum d'indépendance et presque inévitable qu'il y ait une poussée pour un référendum sur l'unité de l'Irlande.*»

À gauche, la perspective doit être de rediriger l'énergie investie dans la campagne Corbyn vers des campagnes pour défendre les services publics, soutenir les travailleurEs en grève, en solidarité avec les migrantEs, et pour construire une mobilisation de masse lors de la COP26 qui aura lieu à Glasgow en novembre 2020.

Veronica Fagan

1 – Le National Health Service (NHS) est le système de santé public.



Le monde en bref

Inde. Un code de la nationalité anti-musulmanEs.

Les élections législatives indiennes d'avril et mai derniers s'étaient soldées par la victoire de Narendra Modi, leader de l'extrême droite hindouiste, avec une confortable majorité de 303 sièges sur 543 pour son parti, le BJP (Bharatiya Janata Party). Un deuxième mandat pour Modi, élu suite à une campagne de haine, ultranationaliste et violemment antimusulmanEs. Surnommé «le boucher du Gujarat» pour son implication dans les pogroms anti-musulmanEs organisés en 2002 dans cet État qu'il dirigeait alors, Modi a fait sienne la rhétorique «antiterroriste» destinée à stigmatiser les musulmanEs et à flatter et renforcer les préjugés nationalistes hindous contre une communauté qui représente 14% de la population de l'Inde.



WIKIMEDIA COMMONS

La semaine dernière, les deux chambres du Parlement indien ont adopté une loi réformant le droit de la nationalité en Inde, présentée par Modi comme motivée par «*un esprit de compassion et de fraternité*». Une loi qui facilite la naturalisation des Afghans, Banglادais et Pakistanais, qui sont nombreux à se réfugier en Inde, leur permettant d'acquérir la nationalité indienne au bout de cinq ans – au lieu de onze. Mais la «fraternité» a ses limites, puisque, comme le souligne *Libération* (12 décembre), «*seuls les adeptes de six religions pourront en bénéficier : hindous, bouddhistes, chrétiens, sikhs, jains et zoroastriens. Toutes les grandes religions régionales, sauf l'islam.*» Une discrimination institutionnalisée qui a suscité de vives critiques, notamment chez les musulmanEs – mais pas seulement – qui voient un cap supplémentaire franchi dans l'imposition d'un ultranationalisme hindou et antimusulmanEs. À l'heure où ces lignes sont écrites, de nombreuses manifestations de protestation ont lieu, violemment réprimées par le pouvoir.

Iran. Au moins 300 morts dans la répression du soulèvement de novembre.

Comme au Liban, au Chili ou en Équateur, la récente révolte en Iran avait débuté suite à l'annonce d'augmentations de prix. Le 15 novembre, la Compagnie nationale iranienne de distribution des produits pétroliers (NIOPEC) annonçait ainsi une nette augmentation des prix du carburant : 50% pour les 60 premiers litres mensuels, 300% pour les suivants, avec comme conséquence indirecte l'élévation des prix de nombreux autres produits.

La vague de protestation consécutive à ces annonces a été sévèrement réprimée : interventions brutales des diverses forces armées, utilisation de snipers pour tirer sur la foule, couvre-feux imposés par les Gardiens de la Révolution... Le tout dans un terrible huis clos puisque, dès le 16 novembre, le pouvoir coupait l'accès à internet, empêchant les informations et les images de circuler pendant plusieurs jours.

Dans un premier décompte publié début décembre, Amnesty International parlait d'au moins 208 mortEs. Un tragique bilan revu à la hausse, puisque l'ONG avance désormais le chiffre d'au moins 304 mortEs, tandis que l'ONU évoque au moins 7 000 arrestations. Des arrestations qui se poursuivent, selon Amnesty : «*Les autorités iraniennes poursuivent leur répression féroce après les manifestations à l'échelle nationale survenues le 15 novembre, en arrêtant des milliers de contestataires ainsi que des journalistes, des défenseurs des droits humains et des étudiants pour les empêcher de dire ce qu'ils pensent de cette répression impitoyable*». Des chiffres qui rappellent l'urgence de la solidarité avec les IranienEs en lutte contre un pouvoir autoritaire et antipopulaire.

ALGÉRIE Le peuple ne reconnaît pas l'élection, l'heure est à l'auto-organisation

Le 12 décembre, le pouvoir en place, le pouvoir de fait, incarné par l'état-major, a donc organisé une élection. Il a mobilisé toutes les forces dont il dispose en termes de forces de sécurité et de réseaux d'allégeance pour imposer un passage en force. Mais dans toute l'Algérie, le peuple est sorti dans la rue pour dire non aux élections qui sont menées par l'ancien régime.

Jeu 12 décembre, le peuple a démontré qu'il a résisté à toutes les campagnes d'intimidation, à la propagande officielle dans toutes les chaînes de télévision, dans tous les journaux qui, pendant quinze jours, ont mené campagne contre une soi-disant intervention étrangère de l'Union européenne, en utilisant l'épouvantail du mouvement pour l'autonomie de la Kabylie, en utilisant d'autres épouvantails pour faire peur au peuple et l'inciter à aller voter.

Le peuple a voté dans la rue

Nous étions des milliers à Constantine, l'une des plus grandes marches jamais vues dans cette région. Ils étaient des centaines de milliers à Alger, durant la journée et jusqu'à tard dans la nuit. Et partout en Algérie. En Kabylie, notamment à Bejaïa qui a vécu une grève générale, le vote n'a pas eu lieu. Aucun centre de vote n'a été ouvert, à part celui qui est à proximité d'une caserne où ils ont été obligés de casser un mur de la caserne pour permettre aux soldats d'aller voter discrètement, devant les émeutes présentes devant le centre de vote, car la population voulait protéger son vote. Hier, l'élection était donc un passage en force, mais c'était prévisible.



DR

Aujourd'hui, le combat continue, en posant plus que jamais la nécessité de notre organisation. Car hier nous avons observé que dans toutes les régions, toutes les communes, tous les lieux où il y a eu des collectifs auto-organisés, des comités populaires, il n'y a eu aucun vote, aucun dépassement. Au contraire, il y a eu zéro votant, sans aucune violence.

L'organisation est donc plus que jamais à l'ordre du jour

En même temps que nous revendiquons le «système dégage», nous

devons construire l'alternative à ce système. Il est inimaginable pour tout le monde de faire chuter un système sans avoir préparé le système alternatif, c'est-à-dire un pouvoir populaire basé sur l'auto-organisation, que ce soit des comités d'usine, des syndicats combatifs et surtout des comités populaires dans toutes les régions d'Algérie. C'est sa construction, la dynamique de construction de l'auto-organisation qui remplacera le système en place. Ils vont désigner un candidat parmi eux, parmi les cinq candidats, qui

sont tous issus du même régime, qui étaient Premier ministre, ministres, chefs de cabinet ou autre chose. À première vue ce sera Abdelmadjid Tebboune [article écrit avant la confirmation de l'«élection» de Tebboune; ancien Premier ministre de Bouteflika].

Ce ravalement de façade qu'ils veulent faire en remplaçant Bensalah n'a aucune chance d'aboutir. Mais pour qu'il puisse ne pas aboutir, il va falloir affirmer notre alternative, qui est un processus constituant, une assemblée constituante souveraine basée sur le contrôle populaire, sur l'auto-organisation, sur les besoins sociaux de la majorité du peuple. C'est cette alternative politique que nous devons mettre devant face à ce qu'ils vont nous proposer, qui ne sera qu'une autre façade de continuité du système libéral.

Voilà ce que nous allons faire : continuer le combat, nous organiser mieux pour affronter le système et aller jusqu'au bout du changement radical qui est voulu par la majorité du peuple, la majorité de la jeunesse qui est le fer de lance de ce mouvement.

Kamel Aïssat (Parti socialiste des travailleurs)



RETOUR SUR TROIS BATAILLES

GAGNER LA BATAILLE CONTRE LA « RÉFORME » DES RETRAITES

Plus que Juin 36 ou Mai 68, en cet automne 2019, c'est la référence à l'hiver 1995 qui s'impose avec, en complément pour les secteurs militants, les mobilisations de 2003 et 2010. Pourtant, vingt-quatre ans plus tard, la situation est bien différente.

En 1995, le secteur public et les entreprises nationalisées ont été déjà largement attaqués, depuis la quasi-liquidation de la sidérurgie avec des privatisations partielles ou totales. Le secteur privé subit depuis le milieu des années 1970 un développement massif du chômage, la déstructuration des grands secteurs industriels et la montée de la précarisation. Dans le secteur public non encore démantelé, les organisations syndicales sont encore fortement implantées avec des bases décisives en termes militants, financiers, organisationnels. Ce sont les attaques à la fois contre la structuration et les régimes de retraite de ces secteurs et contre le mode de gestion de la Sécu qui imposent à la CGT et FO d'engager la bataille.

Mobilisation massive et grève par procuration

Un tableau qui explique presque à lui seul le déroulement de la lutte de 1995. Dans le secteur public la mobilisation est massive, déterminée. Dans le secteur privé, la grève par procuration ne cède en

général la place à des arrêts de travail que pour les militantEs syndicaux s'absentant sur des heures de délégation. Même les « temps forts » ne verront qu'une très faible participation aux manifestations pourtant massives. Alors que la CGT et FO ont construit la montée la mobilisation autour de la réforme de la Sécu, après un mois de grève quasi totale dans les transports, l'énergie et l'enseignement, la CGT décide de la fin du conflit à la suite du seul renoncement à la remise en cause du statut de la SNCF et de la suppression des régimes spéciaux de retraite. La réforme de la Sécu, qui concernait l'ensemble des salariéEs, va être rapidement mise en œuvre. Dans les décennies suivantes, les gouvernements engageront la privatisation de ce qui reste des secteurs industriels et celle des « biens communs » : EDF-GDF, Air France, La Poste, Autoroutes, Seita, etc.

Affaiblissement du mouvement syndical

Petit à petit, les capacités de mobilisation du secteur public

vont s'amoindrir, avec, après le privé, l'affaiblissement du mouvement syndical. Et, de manière plus profonde, en raison du fait que les déstructurations, les privatisations ont souvent été initiées par les gouvernements de « gauche » voire accompagnées par le mouvement syndical. Ce qui accroît encore le désarroi des militantEs qui résistent aux régressions sociales et politiques. Les organisations syndicales nationales sont de plus en plus engluées dans des « concertations » et « négociations ». Certes, des réserves de combativité existent et se manifestent dans des mouvements sectoriels ou locaux, mais aucun ne parvient à faire converger d'importants secteurs du salariat. Lors des mobilisations interposés à enjeux nationaux, les difficultés de mobilisation en termes de grève iront croissantes justifiant les tactiques « saute-mouton ». Sur le report de l'âge légal de départ à la retraite en 2010, contre la loi travail en 2016, contre la réforme du Code du travail en 2018, les attaques frappant clairement le privé n'ont pas donné lieu

à des mobilisations dans ce secteur si on excepte les raffineries.

Un gouvernement décidé à aller au bout de l'affrontement

En cet automne 2019, la configuration est similaire, même si les salariéEs du public seraient particulièrement impactés par la contre-réforme des retraites. Égaré par le mouvement des Gilets jaunes, le gouvernement a probablement sous-estimé la capacité de mobilisation des organisations syndicales, même très affaiblies. Il a cru pouvoir faire abstraction du large rejet que suscite un pouvoir si ostensiblement au service des plus riches. Engagé dans un bras de fer mal anticipé, il a manifestement décidé d'aller au bout de l'affrontement, non seulement pour faire passer sa réforme « systématique », mais aussi pour, à l'image de Thatcher, écraser ou domestiquer ses adversaires les plus résolus, quitte même à se brouiller provisoirement avec la CFDT et ses amis.

Autant de raisons de revenir sur le déroulement de séquences précédentes avec pour objectif de porter, cette fois-ci, un coup d'arrêt réel à la machine destructrice.

Robert Pelletier

LES LEÇONS

Retour sur trois grands mouvements sociaux qui ont marqué les années, et desquels on peut tirer un certain nombre de leçons. Article publié dans la revue *L'Anticapitaliste* n°46

Par Yann Cézard

1995 : QUAND LA CGT ET FO ONT VRAIMENT LA GUERRE

Quand, en 1995, Chirac annonce une réforme de l'assurance maladie, un « contrat de plan » austéritaire à la SNCF et un alignement du régime de retraite du public (régimes « spéciaux » compris) sur celui des salariéEs du privé, la plupart des syndicats, à l'exception notable de la CFDT, décident d'engager une véritable épreuve de force avec le pouvoir. C'est que la droite s'attaque à des positions institutionnelles majeures des syndicats, en remettant en cause leur gestion paritaire de la Sécu et leurs bastions syndicaux.

FO et la CGT proposent aux salariéEs un véritable plan de bataille, et exigent clairement le retrait de la réforme. Les syndicats préparent très à l'avance leur base militante à une lutte d'ampleur. Les journées d'action sont présentées comme des étapes d'une montée en puissance, et pas des « journées saute-mouton », au coup par coup. Le 10 octobre, gros succès de la première journée de grève et manifestation à l'appel de toutes les fédérations de fonctionnaires et des entreprises publiques. Les 12 et 25 octobre, grève à la SNCF. Le 30 octobre, tous les syndicats, y compris donc encore, à cette étape, la CFDT, appellent à un « nouveau temps fort » le 14 novembre. Qui est encore une réussite.

de grève qui va du 24 au 28. Y compris la CFDT cheminote : la secrétaire confédérale, Notat, a lâché le mouvement mais, parfois organisés autour du courant d'opposition « Tous ensemble », nombre de ses militantEs et des fédérations dénoncent cette trahison et prennent leur place dans le mouvement. Le 24, Blondel [Force ouvrière] appelle à la radio « à la mobilisation générale, au-delà même d'aujourd'hui et du 28. » Les manifestations sont particulièrement énormes en province : le mouvement « pour les retraites des fonctionnaires » cristallise un ras-le-bol général. Surtout, les transports publics sont paralysés, alors que la grève touche également les électriciens, les postiers, les enseignants... Suivie à 85% le 24 à la SNCF, elle est massivement reconduite le lendemain, puis gagne les bus parisiens et le métro. Il n'y a plus ni métros ni trains, seulement 5% de bus. 107 centres de tri postal sur 130 seront en grève le 5 décembre. La grève illimitée « jusqu'au retrait de la réforme » achève de faire basculer l'opinion en faveur du mouvement. La grève reste cependant celle du secteur public uniquement (et d'abord celle des cheminotEs qui « bloquent » le pays) tout en se faisant « porte-parole » du mécontentement de toutes les classes populaires.

La méthode de la grève générale

Ce succès doit beaucoup au volontarisme affiché par les directions syndicales, mais aussi à celui de la base militante, sur le terrain. Sans que les appareils syndicaux y fassent obstacle, beaucoup de grévistes se réunissent à la SNCF dans des assemblées générales massives, démocratiques, et « inter-services ». Les secteurs les plus combatifs entraînent les autres, dans les gares et à l'extérieur, en allant visiter les

« Si deux millions de personnes descendent dans la rue... »

« ... mon gouvernement n'y résisterait pas », déclare le lendemain un Juppé arrogant et provocateur, qui, « droit dans ses bottes », se fait ovationner au Parlement. Le « Juppéthon » est lancé. La plupart des syndicats organisent deux nouvelles journées de grève, le 24 et le 28 novembre. La CGT et toutes les autres fédérations déposent à la SNCF un préavis



CHARMAG

ONS DE TROIS MOBILISATIONS D'AMPLEUR

qué les 25 dernières
bilans éclairant la lutte en
(septembre 2013).

T FO FONT ERRE

postiers, les dépôts de bus... Cet enthousiasme balaie tous les corporatismes. Les grévistes, profs ou postierEs, se retrouvent autour des piquets cheminots, et refont le monde ensemble dans une extraordinaire ambiance, radicale et fraternelle.

C'est la beauté du mouvement de 1995 : un véritable romantisme de la grève, et l'impression qu'on peut non seulement bloquer le pays, mais aussi, pourquoi pas, rendre possible une autre société. Deux grandes journées de manifestation, les 5 et 12 décembre, ponctuent le mouvement et rallient d'autres salariéEs, des chômeurEs, des étudiantEs, pour des « temps forts » qui donnent un caractère politique plus large et profond au mouvement.

La capitulation de Juppé, la brutalité de Thibault

Premier ministre d'un pays paralysé par la grève, Juppé doit manger son chapeau. Il retire le volet retraites de son plan et la réforme de la SNCF, tout en maintenant, cependant, le volet sécu, son « RDS » (une CSG bis) et les rationnements de soins. C'est alors que la CGT siffle la fin du mouvement.

Thibault, le secrétaire de la fédé cheminots, appelle à mettre fin au mouvement le 14 décembre. Sans la moindre tentative de faire même semblant de consulter les assemblées générales de grévistes ! C'est la reprise, avant la manifestation du samedi 16 décembre. Celle-ci, qui aurait peut-être permis à de nouvelles catégories de la population de participer au mouvement et (qui sait ?) donné une nouvelle dimension politique à celui-ci, devient un défilé joyeux de victoire.

Par cette attitude, les directions syndicales, en particulier la CGT, rompaient avec l'esprit de la grève tel qu'il avait été vécu par une bonne partie de la base, mais restaient logiques par rapport à leurs objectifs initiaux : montrer au pouvoir qu'elles sont incontournables. Elles avaient laissé faire les initiatives locales, y compris venant de militants d'extrême gauche, mais gardaient le contrôle du mouvement, et c'est cette capacité de contrôle qu'elles confirmaient par la brutalité de la reprise.

La victoire de 1995 montrait cependant la possibilité de faire plier le pouvoir par la puissance de la grève, la capacité de celle-ci à changer largement les esprits et l'ambiance politique, l'efficacité des AG démocratiques et des initiatives d'extension du mouvement en s'appuyant sur les secteurs les plus combattifs. Mais aussi la nécessité, en toutes circonstances, de véritables structures démocratiques d'auto-organisation de la lutte.

2003 : L'ENTHOUSIASME D'UNE MINORITÉ, LA TRAHISON DES CONFÉDÉRATIONS

Le contexte de 2003 ressemble à celui de 1995 par la nature des attaques (la loi Fillon aligne la durée de cotisation des fonctionnaires sur celle du privé), mais pas par la réaction syndicale ! Les confédérations, y compris FO et la CGT, acceptent bien davantage de jouer le jeu du « dialogue social », admettent la « nécessité d'une réforme », ne défendent pas de revendication claire, et surtout pas le retour de touTEs les salariéEs, public et privé, à 37,5 ans de cotisation. Même vide sidéral sur le plan de la mobilisation. Le gouvernement peut être tranquille, sauf surprise...

Surprise : la grève de l'Éducation nationale

Une journée d'action nationale a lieu dans l'Éducation nationale le 18 mars, contre la décentralisation des personnels ATOSS. Dans les semaines suivantes, des personnels, qui en ont ras-le-bol des journées saute-mouton, se mettent en grève reconductible, de façon minoritaire, dans des établissements du 93, de Toulouse, Marseille, Le Havre, Rouen, la Réunion, Bordeaux, etc. Ils constituent des AG quotidiennes, des comités de mobilisation, initient la « grève marchante » de bahut en bahut. L'initiative de ces foyers d'auto-organisation et de grève minoritaire militante, relayés ensuite par quelques sections départementales FSU, vient d'équipes locales combattives, dans lesquelles les militants d'extrême gauche de diverses « obédiences » (LCR, PT, LO, CNT, etc.) jouent un rôle certain.

À Toulouse et à Nantes, les AG réuniront jusqu'à 800 personnes. L'AG d'Île-de-France, le 6 mai, plus de 500 grévistes représentant 220 collèges et lycées et des dizaines d'écoles ;

en lien avec des AG départementales de 200 à 600, et des AG de villes. Une coordination nationale se réunira régulièrement, avec des représentantEs de centaines d'établissements scolaires et de 44 départements (même si tous ne sont pas délégués par des AG départementales). C'est un lieu de débats, d'élaboration d'une politique de la grève, l'embryon d'une direction nationale et démocratique du mouvement. Certes, elle ne rivalisera jamais réellement avec les directions syndicales nationales, faute d'une légitimité reconnue dans vraiment tout le pays, mais elle exerce une sacrée pression sur celles-ci, et propose une politique à des milliers de grévistes.

Le 6 mai, grosse journée de grève dans l'Éducation nationale. Or le mouvement, qui n'est pas entaché de corporatisme (un des slogans les plus repris est : « *Y en a marre de ces guignols qui ferment les usines et cassent les écoles* »), est conscient qu'il ne sera pas possible de gagner seul. Il cherche à s'amplifier en mouvement de touTEs les salariéEs contre la réforme des retraites. Ceux-ci sont appelés à la grève par les confédérations le 13 mai.

Les grévistes de l'éducation usent donc de la reconductible pour maintenir l'effervescence dans leur propre milieu, mais aussi pour s'adresser à d'autres secteurs, en diffusant des tracts devant les entreprises et en organisant des AG interprofessionnelles, où peuvent se rassembler plusieurs dizaines ou centaines de profs, cheminotEs, postierEs, salariéEs du privé, chômeurEs... L'espoir, à cette étape, est de voir basculer le reste du pays dans la grève comme en 1995, ou au moins de le voir à nouveau bloqué par une grève générale des transports. Qui n'est jamais venue.

Vers la grève générale ?

Le 15 mai, la CFDT de Chêrèque signe un accord avec Fillon et annonce son retrait du mouvement. Mais la victoire de 1995 n'avait pas reposé sur l'unité syndicale. Rien n'est perdu. La CGT, qui apparaît fort radicale par rapport à la trahison ouverte de la CFDT, propose cependant un calendrier démobilisateur : manifestation nationale dimanche 25 mai, grève et manifs le 3 juin. Et aucun préavis de grève reconductible ! L'argumentation est pour le moins perverse. Une déclaration commune des confédérations CGT, FO, UNSA, FSU dit ainsi : « *Seule une généralisation du mouvement, privé-public, et s'inscrivant dans la durée, pourra faire revenir le gouvernement sur ses choix néfastes.* » Très bien ! Sauf que la CGT non seulement refuse d'appeler à la grève générale (tout comme FO), mais va expliquer aux cheminotEs qu'ils ne doivent pas se mettre en grève reconductible si les salariéEs du privé ne s'y mettent pas.

Le 13 mai, il y a autant de grévistes à la SNCF, à la RATP, à La Poste qu'en 1995. Le lendemain, la grève est reconduite très majoritairement dans les AG de certaines gares, à Marseille, Toulouse, Paris Gare du Nord, Rouen... Mais la CGT s'oppose directement à la reconduction. Un peu partout des équipes de permanents débarquent pour faire la leçon aux équipes CGT locales, des responsables appellent les cheminotEs à reprendre le travail... et se préparer à la manifestation nationale du dimanche 25 mai (sans grève) ! Ce calendrier coupe le souffle du mouvement, isole la grève de l'Éducation nationale et étale la lutte pour mieux l'user. Refroidis, les grévistes se résignent à reprendre.

La manifestation nationale du 25 mai est un énorme succès, des centaines de milliers de

gens défilant dans les rues de Paris. Avec la joie d'être nombreux, mais aussi l'inquiétude de ne pas voir la grève s'installer. Le soir, l'intersyndicale n'appelle pas à la grève générale, et annonce un chiffre modeste (vu l'ampleur de la démonstration de force du jour !) de 500 000 manifestantEs, très loin des habitudes syndicales... d'exagération. Il y a décidément deux politiques !

L'échec du mouvement

Le 3 juin, nouvelle réussite, y compris chez les cheminotEs. Mais là encore, la CGT SNCF douche les foyers où s'allume la grève ; elle consent mollement à une reconductible mais avec interruption à la Pentecôte et reprise le 10... Elle impose des AG par secteurs pour les cloisonner et empêcher les effets d'entraînement, met en garde contre la venue d'éléments extérieurs (les enseignantEs principalement) dans les assemblées. Elle s'oppose consciemment aux méthodes de 1995 et noie la grève. Le 11 juin, elle appelle à la reprise. Terminée à la SNCF, la grève ne peut donc que s'arrêter aussi (au bout de trois mois !) dans l'Éducation nationale, peu avant le bac.

Le 12 juin, un meeting CGT-FO se tient à Marseille. Un Blondel lyrique appelle de ses vœux une grève générale, ce qui ne lui coûte plus grand-chose. Thibault s'y refuse et se fait siffler par de nombreux militantEs. Mais le problème n'était pas seulement que la CGT ou FO n'aient pas clairement appelé à la grève générale, mais qu'ils aient surtout refusé délibérément de mener une politique de généralisation des grèves, de construction d'une épreuve de force véritable. Il ne fallait décidément pas compter, cette année-là, sur les confédés, mais sur les minorités militantes les plus combattives.

2010 : UN MOUVEMENT PUISSANT MAIS INACHEVÉ

Sarkozy annonce le report de l'âge légal de départ. La réforme, contrairement à 1995 et 2003, frappe clairement toutes les catégories de salariéEs à la fois. Il compte sur la résignation et un calendrier cynique : première esquisse de la réforme le 16 juin, pause estivale, puis vote rapide de la loi à l'automne. Mais cette fois, toutes les organisations syndicales se retrouvent pour rejeter la réforme. Sans pour autant être claires sur les objectifs et la détermination !

Le 24 juin, une journée d'action est déjà très suivie. Puis, après l'été, vient la surprise de la journée du 7 septembre : plus d'un million de personnes dans la rue. Surtout, toutes les catégories sont représentées dans la rue, y compris des salariéEs du privé, parfois dans des cortèges d'entreprise. Le mouvement s'annonce très général et très politique, l'expression de la colère contre la crise et la politique de la droite. Pendant deux mois, les journées de grève et de manifestations se succèdent : 23 septembre, 12 octobre, 19 octobre, 28 octobre... En octobre, plus de trois millions de personnes manifestent trois fois en moins de dix jours. Plus que tous les grands mouvements précédents ! La bataille de l'opinion est gagnée.

Grève générale ou grève par procuration ?

Mais chacun sent bien qu'une série de manifestations, même massives, ne peut suffire. La question de la grève se pose. Le lendemain de la journée du 12, une grève reconductible, appelée par certaines fédérations, démarre dans quelques secteurs : la SNCF, les agents territoriaux, les ports, les raffineries. Autre surprise de ce mouvement multiforme, une partie de la jeunesse scolarisée se mobilise, les lycéenEs descendent dans la rue.

Mais la grève ne s'installe que dans peu de secteurs. Un espoir se répand : et si les cheminotEs bloquaient le pays comme en 1995 ? Les cheminotEs vont faire effectivement jusqu'à 18 jours de grève reconductible. Le nombre de grévistes (60% chez les « roulants », peut-être 30% dans l'entreprise) est proche de 1995. Mais la direction de la SNCF, cette fois, réussit à faire circuler la moitié des trains de voyageurs, et la grève est faible à la RATP. Et après tout, les cheminotEs eux-mêmes ne peuvent être à eux tout seuls la grève nationale, les autres doivent s'y mettre.

Les espoirs de blocage se répercutent alors sur les raffineries, qui deviennent les bastions de la grève et reçoivent le soutien de centaines de grévistes d'autres secteurs. Les pénuries d'essence



PHOTOOTHÈQUE ROUGE/TORRES

apparaissent un peu partout, et le pouvoir envoie ses CRS débloquer brutalement des dépôts de carburant.

La lutte des travailleurEs de ces secteurs est décisive pour ancrer le mouvement, rendre possible une généralisation de la grève. Mais celle-ci ne peut justement pas se faire « par procuration », et elle ne peut pas l'emporter si elle reste cantonnée à quelques secteurs.

Le (petit) jeu syndical

Les confédérations, si elles ne font pas moins que ce qu'attendent la majorité des grévistes, n'ont pas l'intention de faire plus. Au moment où le mouvement atteint son sommet et son point critique, elles se retrouvent même

d'accord... pour le laisser sans vraies perspectives. Le soir de la journée du 19 octobre, l'intersyndicale ne propose rien, puis attend le 21 pour proposer deux journées... lointaines (le 28 octobre et le 6 novembre).

C'est qu'elles ont d'une certaine façon atteint une partie de leurs objectifs. La réforme n'est pas retirée, mais elles ont rappelé leur force à la droite et au patronat, et les Thibault et Chêrèque peuvent se flatter d'avoir été plus en phase avec leur base syndicale (la CFDT avait trahi le mouvement de 2003, la CGT avait sabordé celui de 2007 à la SNCF contre la réforme des « régimes spéciaux »).

Après le 28, le travail reprend progressivement à la SNCF, dans les ports, les raffineries et chez les territoriaux. Même si les éboueurs de la Ville de Paris, eux, ne lèvent leur blocage de l'incinérateur d'Ivry que le 8 novembre. La dernière manif, le samedi 6 novembre, voit encore des centaines de milliers de travailleurEs défilent, fiers d'avoir tenu la dragée haute à Sarkozy.

Des tentatives prometteuses

Si ces directions syndicales n'ont pas semblé cette fois s'opposer frontalement au mouvement lui-même, on ne pouvait décidément pas compter sur elles pour rendre possible la victoire. En revanche, des minorités combattives, des

équipes syndicales (parfois liées à des courants d'opposition aux directions confédérales), dont des militantEs de l'extrême gauche, ont multiplié les initiatives. Même s'il n'y a pas eu cette fois des coordinations aussi importantes qu'en 2003 chez les profs, ou de vrais comités de grève à la SNCF, ici ou là il y a eu des expériences de coordinations interprofessionnelles. Dans le 92, une AG interpro, à l'initiative d'enseignants et de postiers, a organisé des blocages et des manifs communes. À Toulouse, jusqu'à 600 personnes issues de tous les secteurs possibles ont bloqué ensemble des centres de logistique ou l'aéroport. À Rouen, une AG intersyndicale a coordonné toute sorte d'actions (blocage des accès de Rouen, soutien aux camarades de la raffinerie, etc.) et publié un bulletin de mobilisation. Et à Marseille, et ailleurs...

Il s'agissait de construire la reconductible dans son propre secteur, de mettre en place des embryons d'organisations démocratiques, d'établir des liens militants actifs entre gens de tous les secteurs. Ces embryons ont eu pour limites celles de l'extension du mouvement lui-même, sans doute aussi les limites des forces et de l'implantation des militantEs d'extrême gauche. Mais ce sont de telles initiatives qui rendront possible à l'avenir un mouvement général.

TOULOUSE 48 heures de garde à vue et une mise en examen pour un lycéen de 17 ans

Rami, jeune lycéen de 17 ans, militant à l'Union des étudiantEs de Toulouse (UET) et au NPA s'est fait arrêter alors qu'il manifestait contre la réforme des retraites mardi 10 décembre à Toulouse.

Après 48 heures de garde à vue, il a été présenté à la juge dans l'après-midi du 12 décembre. Il est ressorti libre à 19 h, accueilli par 200 soutiens, enseignantEs, lycéenEs, syndicalistes... Le procureur de la République, celui-là même qui a imposé deux nuits de garde à vue au jeune lycéen, accuse Rami de violences envers la police. Il demandait même un contrôle judiciaire et une interdiction de manifester, ce qui fort heureusement a été refusé par la juge.



Étouffer la jeunesse mobilisée

Rami est désormais mis en examen. Mais le dossier est absolument vide! Alors pourquoi un tel acharnement? Rami est un animateur bien connu du mouvement lycéen à Toulouse, contre la réforme du bac, contre ParcoursSup, pour la justice climatique. À travers cette scandaleuse affaire, c'est bien la jeunesse que le gouvernement cherche à étouffer à l'heure où une majorité de la population refuse sa politique et que la grève contre la réforme des retraites et, plus généralement, contre sa politique au service des riches, progresse dans le pays. Le NPA 31 salue la solidarité qui s'est exprimée envers notre camarade pendant plus de deux jours et remercie toutes celles et tous ceux qui ont pris position ou sont passés sur les multiples rassemblements devant le commissariat ou au tribunal. Nous ne nous laisserons pas intimider et nous prendrons toutes les initiatives, y compris unitaires, pour dénoncer la répression orchestrée par le pouvoir macroniste.

NPA 31

RATP Soutiens et touTEs ensemble

Les pontifes de la réforme peuvent bien raconter tous les mensonges qu'ils veulent pour alimenter les divisions, les blocages des dépôts réunissent tous les secteurs sur leurs piquets.

À Ivry par exemple, dès trois heures du matin, les voisinEs et travailleurEs solidaires viennent prêter main forte. Quelques heures plus tard une dizaine de grévistes du piquet accompagnés de quatre étudiantEs sont applaudis par l'assemblée générale des territoriaux de la ville avant de prendre la parole chez les profs. Le soir même, ils se présentent aux étudiantEs franciliens en AG à Jussieu.

Le lieu de travail comme nom de famille

Tout cet univers s'invite sur les lieux de concertation des unEs et des autres. Tout le monde connaît le prénom de tout le monde et les lieux de travail deviennent



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

des noms de famille. Quand les extérieurs ne sont pas là, qu'il n'y a pas de blocage, les grévistes en vert tiennent quand même — et tiennent toujours! — la boutique. Les conducteurs passent du temps avec les mécanos, avec le personnel non naviguant. C'est l'occasion de faire connaissance, de parler de ce dont on n'a pas le temps d'habitude; discuter de la réforme, de la politique de la boîte et de celle du gouvernement. On va au

contact des non-grévistes pour les convaincre de faire grève et on pense à ce qu'il faudra dire dans le prochain tract. En AG les votes succèdent aux engueulades et les témoignages précèdent les constats partagés. Un orateur prétend que l'intersyndicale fait tenir la grève, un esprit plus fin rétorque que c'est la grève qui fait tenir l'intersyndicale. À la gare de Lyon devant une cinquantaine de grévistes, un gréviste du dépôt de Lagny

lance devant Mélenchon: «Bah moi je voulais dire que la grève elle appartient pas aux politiques et aux syndicats; elle appartient aux grévistes».

L'espace des convergences

Tout est dit. Cela commence d'ailleurs à se concrétiser avec une première rencontre de grévistes réunissant la SNCF, la RATP, des postierEs et des profs. Chacun y raconte sa situation et pose ses problèmes, les décisions y sont prises collectivement. L'initiative permet aux grévistes de s'approprier leur grève et de se doter déjà de deux perspectives: affirmer haut et fort que la grève se poursuivra jusqu'au retrait et la nécessité de s'étendre et s'adresser aux autres secteurs du monde du travail. Dix jours après le début de ce mouvement les volontés ne sont pas émoussées. Les agendas sont remplis. La grève s'organise ici et là. Une détermination accrue après les annonces méprisantes du gouvernement. Les piquets de grève de la RATP ont une sacrée allure, une allure d'espaces de convergence!

Correspondants

SNCF Passer à la vitesse supérieure

La grève du 17 décembre a encore été très forte à la SNCF. Les collègues qui ont repris le travail depuis le 5 décembre s'annoncent grévistes pour le 17. Les déclarations de Philippe ont remis 100 balles dans la machine. Au total, ce qui était présenté comme une réforme «pour simplifier» apparaît comme un truc totalement incompréhensible.

La mobilisation reste exceptionnelle, notamment au regard de la défaite de 2018 (pacte ferroviaire). À la fin du conflit de 2018, nous avions expliqué que la mobilisation n'était pas terminée. Certes, on dit ça à chaque fois... mais là c'est vrai! Le mouvement actuel s'inscrit en partie dans la continuité de celui de 2018. D'ailleurs, l'application du pacte ferroviaire (éclatement de la SNCF en 5 sociétés anonymes) est effective au 1^{er} janvier, avec beaucoup d'inquiétudes sur l'avenir immédiat.

Forte détermination

Les agents de conduite (ADC) restent — de loin — le secteur le plus mobilisé. De fait, il y a à la SNCF le même phénomène qu'ailleurs: l'espérance qu'un secteur entrainera les autres. Pensant désamorcer, le gouvernement a annoncé que les ADC nés avant 1985 (75% d'entre eux) n'étaient pas concernés. Ce n'est pas rien... Mais, preuve d'une forte détermination, cela n'a eu aucun impact sur la grève. Ils restent à des taux supérieurs à 60% avec des dépôts à 98%. La compréhension diffuse qu'une grève pour de bon est nécessaire

n'empêche pas, pour certainEs, une «simple» participation aux journées d'action. C'est une des conséquences de la grève de 2018: la grève ne se fait plus du premier au dernier jour sans interruption. Mais l'invention du 2/5 (deux jours de grève sur cinq jours de travail) a été possible parce que cette manière de faire existait déjà dans les faits. Par ailleurs, il peut y avoir une disparité dans les chiffres de grève: PACA ou Aquitaine restent forts. Sur Paris, la gare de Lyon a de très bons chiffres avec une bonne participation aux AG. Sur Paris-Est, la grève des transports siphonne pas mal l'AG de Paris au profit de celles en grande couronne.

Vacances: le pari du gouvernement

Après la grève-manif du 17, on entrera rapidement dans la période des congés. Et l'offensive

médiatique sur les cheminotEs qui sabotent Noël a commencé. Dans les AG, la CGT et Sud revendiquent la possibilité de maintenir la grève pendant les vacances. Mais pas mal de collègues ont posé leurs congés et seront absents une semaine sur les deux... On aura une meilleure idée dans les jours qui viennent si la grève se reconduit pour de bon ou pas. Si on «tient» les fêtes pour de vrai, il peut être compliqué d'aller s'adresser aux autres salariéEs. Et tout cela nous mène début janvier... Il faudra transformer les gares en lieux de rencontres, de discussions, de fête, de débats. On va peut-être passer les fêtes ensemble! Mais on peut gagner avant: Il faut «parier», à partir du 17, sur un arrêt total du trafic, déclencheur d'un mouvement plus fort.

Correspondant

Banderole déployée sur le périphérique parisien le 16 décembre



DR

ÉDUCATION Toujours mobiliséEs malgré l'enfumage de Blanquer et Philippe

Après une mobilisation historique dans l'Éducation le 5 décembre, le souffle de la mobilisation ne s'est pas éteint la semaine dernière.

Sans atteindre le même niveau que le jeudi précédent, la grève a été reconduite en continu ou sur les «temps forts» de mardi et jeudi, dans un certain nombre d'endroits. Cette persistance de la mobilisation, dans un secteur qui s'était résigné depuis de nombreuses années à des grèves de 24h sans lendemain, est en soi une bonne nouvelle, pour la bataille contre la réforme des retraites, mais aussi à plus long terme. La colère qui s'exprime est plus profonde que le choc lié aux pertes (énormes) que montrent les simulations de retraite des enseignantEs.

La profession a le sentiment, depuis des années, et bien plus encore avec l'arrivée de Jean-Michel Blanquer, d'être méprisée et de subir des réformes qui compliquent encore plus le travail et dégradent la vie. Comme toujours dans une mobilisation sociale, c'est un ensemble de choses qui ressortent: dégradation des conditions de travail en collège, destruction de la voie pro, réforme des lycées, évaluations en primaire, suicide de Christine Renon, loi sur l'école de la confiance... Et surtout, c'est Blanquer, qui tout à sa détestation des profs, a mésestimé à quel point il pouvait être détesté en retour.

RÉPRESSION Halte à l'acharnement contre notre camarade Roland Veuillet!

Arrêté le 10 décembre, notre camarade Roland Veuillet est incarcéré jusqu'à son procès prévu le 9 janvier. Un scandale.

Après un jour et demi de garde à vue au commissariat de Nîmes, au terme de la manifestation du mardi 10 décembre, notre camarade Roland, emblématique militant des Gilets jaunes de Nîmes et de sa région, été déféré au tribunal pour une comparution immédiate, suite à la plainte d'un policier contre Roland faisant suite à une plainte, cette fois-ci de Roland, à l'encontre de ce même policier injurieux et irrespectueux à l'encontre des Gilets jaunes.

Décision rendue à huis clos

La cour a en fait décidé de regrouper toutes les affaires (liées à d'autres gardes à vue lors de manifestations Gilets jaunes à Nîmes) de Roland qui avaient par deux fois été reportées lors d'audiences précédentes. L'avocate de Roland, sollicitée par la LDH, a demandé à la cour le dépaysement de l'affaire et le report du jugement. En effet, un délai s'impose pour organiser correctement sa défense: la décision concernant le dépaysement a été mise en attente et la question du report a fait l'objet d'un gros cafouillage. Il faut préciser que Roland a d'emblée refusé de reconnaître la compétence de cette cour occupée avant tout à faire à notre camarade un procès à caractère politique. Il a ainsi refusé de coopérer de quelque façon que ce soit, et a marqué son désaccord de façon clairement ostentatoire.

La cour a alors décidé de faire évacuer la salle, ce qui s'est fait fort lentement et avec beaucoup de mauvaise volonté de notre part! Par la suite nous n'avons pu suivre l'évolution des choses que depuis l'extérieur de la salle, par l'intermédiaire de l'avocate de Roland... À noter que la décision de la cour après suspension de séance a été rendue en l'absence de Roland (et à huis clos), la salle ayant été évacuée entre-temps, ce qui en principe n'est pas possible, l'accusé devant être présent. L'avocate a donc tout de suite déposé les recours utiles en la matière.

Détention provisoire

Au terme de tout ce charivari, la cour a décidé d'accepter le report du procès au 9 janvier prochain, mais surtout de mettre Roland immédiatement en détention provisoire, à la maison d'arrêt de Nîmes! Aussitôt dit, aussitôt fait et c'est pourquoi nous avons organisé le soir même un rassemblement, devant la prison, d'une cinquantaine de Gilets jaunes: pendant près de deux heures nous avons fait entendre notre colère et notre détermination à exiger la libération immédiate de notre camarade. Roland Veuillet n'est pas un délinquant mais un militant: nous étions présents dans la salle à l'énoncé de ce qui lui est reproché pour ces trois affaires. C'est très léger, ça ne tient pas la



DR

route à l'image du « port d'arme de catégorie 5 » c'est-à-dire un tournevis/canif d'électricien, l'ancien métier de Roland. Tous les griefs sont de cet acabit et pourtant notre camarade est parti directement pour la case prison! Nous

n'acceptons pas cette scandaleuse injustice et nous souhaitons le faire savoir très largement en exigeant la libération immédiate de notre camarade.

NPA 30

MONTREUIL Une soirée de soutien à la grève

Un exemple des initiatives qui fleurissent aux quatre coins du pays pour faire vivre la grève et ses structures d'auto-organisation.

En quatre jours, le Comité de mobilisation de Montreuil a monté une petite soirée à la Maison ouverte (lieu prêté par l'Église protestante de France). Il s'agissait avant tout de nous retrouver, grévistes et soutiens, pour faire la fête autour d'un petit verre et d'un buffet espagnol (chacun ramène un plat. Qui une salade, qui un cake et certains un gâteau...). Après 12 jours de lutte, ce grand moment chaleureux était le bienvenu!

Interventions, vidéos, caisse de grève...

200 personnes se sont pressées dans cette maison accueillante mais pas très grande, entre 19 h et 23 h le 14 décembre. La soirée a commencé par de courtes interventions des principaux secteurs en lutte au sein



DR

du Comité de mobilisation: éducation nationale, RATP, Radio France... ainsi qu'un représentant des Gilets jaunes. Des vidéos et des photos de la grève en cours ont été projetées. Certains regardaient et d'autres en petits groupes imaginaient les actions à venir ou tout simplement faisaient connaissance et parlaient de la vie. Et c'est dans cette ambiance

bon enfant et joyeuse qu'une chorale s'est spontanément organisée pour reprendre des slogans et des chants de lutte. Financièrement, la soirée a rapporté la somme de 1700 euros à la caisse de grève. À l'AG du lundi, nous avons décidé de mettre en place une nouvelle petite fête pour le week-end prochain si possible.

Correspondant

JEUNESSE

Pour un avenir meilleur, contre leur monde

Même en région parisienne, malgré la difficulté à se déplacer, les étudiantEs sont partout. Leur présence sur les piquets de grève, dans les interpros, devant les lycées, dans la rue à chaque manif... ne passe pas inaperçue. Mais les difficultés sont là pour aller chercher les hésitantEs et faire réellement décoller les AG quand les facs ne sont pas fermées.

L'ambiance est peut-être plus palpable chez les lycéenEs. Ce sont des dizaines et des dizaines de lycées qui ont été bloqués, en dents de scie, sur tout le territoire depuis le 5 décembre. À Lyon, 300 lycéenEs se sont réunis la semaine dernière dans une AG pour organiser des blocus, avec à cœur comme partout d'y mettre du contenu, pour convaincre et être crédibles vis-à-vis des autres. Ces équipes militantes sont issues des mouvements de ces dernières années, mais aussi de nombreux nouveaux jeunes pour qui la colère est diffuse, et les préoccupations sont multiples. Il suffit parfois d'un simple appel sur les réseaux sociaux pour tout enflammer, comme dans un lycée de Fresnes où tout est parti d'une publication sur un compte anonyme et où une centaine de lycéenEs s'est mobilisée.

Les pavés sur notre chemin

Preuve s'il en est que, bien que le terrain soit peu occupé par des traditions d'organisation, la disponibilité est, elle, bien réelle. On entend parler de la réforme du bac, de la destruction de la planète, de la montée de l'extrême droite. Ils et elles sont lucides – quand ils et elles ne sont pas carrément cyniques – sur l'avenir, et l'ouverture de cette nouvelle offensive contre Macron suscite chez beaucoup l'envie d'en être et d'exprimer tout ce qui couve depuis trois ans, de défiance et de rejet de ce qu'ils et elles ont tendance à pointer du doigt directement comme un système global.

Ces lycéenEs, que les médias et les politiciens somment en permanence de se justifier, jamais assez matures pour que leurs discours soient pris au sérieux, le sont visiblement assez pour les gardes à vue et les tirs de LBD à la grille de l'école. Ils et elles font l'objet d'une politique de répression systématique, par la police voire par les nervis d'extrême droite qui se sont illustrés à Paris ou à Strasbourg en venant tenter de casser les blocages. Il semble y avoir un véritable enjeu pour le gouvernement à ce que les jeunes restent en dehors de la bataille. À la division entre les secteurs, le gouvernement ajoute la division générationnelle en espérant boucler le conflit au plus vite. Qui sait l'effet que pourraient avoir, sur des jeunes travailleurEs encore peu mobilisés, des dizaines de milliers de jeunes scolarisés déferlant dans la rue à leur côté, la rage au ventre et l'envie d'un avenir meilleur.

Val Romero



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

La carotte et le bâton

Par leur nombre et par leur implication dans les AG et les actions interpros, les enseignantEs chamboulent la stratégie bien ficelée du gouvernement pour faire passer la réforme des retraites. Pour faire flipper Philippe, rien de tel qu'une poignée de profs en train de donner un coup de main sur un dépôt de bus à 4h30 du matin... C'est pourquoi le gouvernement a mis en place, la semaine dernière, une double tactique, alliant promesses et répression, pour tenter d'étouffer la contestation venue du monde de l'Éducation. La carotte, c'est l'enfumage d'Édouard Philippe lors de son discours-fléuve du mercredi 11. Les profs ne seront pas perdants, dit-il, car il y aura un plan de revalorisation salariale négocié avec les syndicats. Blanquer a parlé d'un investissement de 10 milliards... étalé jusqu'en 2037! Pour l'instant, les syndicats dont la FSU semble tenir bon sur leur ligne:

poser le retrait de la réforme des retraites comme un préalable, et continuer d'exiger par ailleurs une revalorisation pour compenser le décrochage du pouvoir d'achat de ces dernières années. Et surtout sur le terrain, où la confiance est définitivement rompue, personne ne gobe cette nouvelle entourloupe.

Quant au bâton, ce sont notamment les gardes à vue prolongées et les mises en examen prononcées pour des profs présents sur les blocages des bus, comme Julien d'Aubervilliers, ou des lycéenEs comme Rami de Toulouse. Mais aussi la violence des petits chefs, comme celle du proviseur adjoint du lycée Paul-Valéry à Paris, violentant les lycéenEs qui bloquaient. Ou encore la diffamation par médias interposés des professeurEs du lycée Angela-Davis de Saint-Denis. La répression se met donc en place, comptant sur un éventuel essoufflement du

mouvement pour éteindre les derniers foyers de contestation par la force.

Ne rien lâcher le 17, le 18, le 19... et à la rentrée

À l'heure où nous écrivons ces lignes, tout laisse à penser que la journée de grève du mardi 17, désignée par l'intersyndicale comme la nouvelle « grande journée » après le 5, sera très fortement suivie. L'enjeu, c'est bien sûr que cette journée ne soit pas sans lendemain, pour continuer à faire peur au gouvernement, et construire les conditions d'un redémarrage de la mobilisation dès la rentrée. Il faut pousser à tous les niveaux, en AG de ville comme dans les syndicats, à ce qu'il y ait des appels pour le 18 et le 19 décembre.

Car si le ministre Blanquer et le gouvernement apparaissent droits dans leurs bottes, c'est qu'ils espèrent encore vaincre le mouvement social par KO. Pour pouvoir



ensuite avancer tranquillement tout un programme de contre-réformes profondes qui changeraient le métier d'enseignantE, dont le site Le Café pédagogique donnait ces jours-ci un aperçu indicatif. C'est

pourquoi il est essentiel que ce soit nous qui infligions une défaite au gouvernement, contre la réforme des retraites et contre Blanquer. Raphaël Alberto

Cinéma**Made in Bangladesh, de Rubaiyat Hossain**

Film bangladais, français, danois, portugais, 1h34, sorti le 4 décembre 2019.

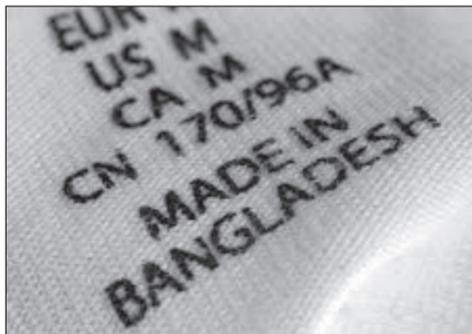
« **M**ade in Bangladesh » : on voit cette étiquette sur beaucoup de vêtements. L'industrie textile au Bangladesh travaille essentiellement pour l'exportation et emploie 4 millions de salariées, dont environ 9 sur 10 sont des femmes. La réalisatrice Rubaiyat Hossain dépeint le combat de Shimu, ouvrière du textile à Dacca (le scénario est librement inspiré de la vie d'une ouvrière, Daliya Akter).

**Création d'un syndicat**

Avec plusieurs dizaines de femmes, Shimu travaille dans un des nombreux ateliers de Dacca. L'équipement est vétuste. À la suite d'un début d'incendie qui provoque la fuite éperdue des ouvrières et la mort de l'une d'entre elles, Shimu rencontre la responsable d'une ONG et entend de créer un syndicat. Pour cela, il lui faut recueillir les signatures d'un tiers de ses collègues. Elle va s'y atteler malgré les réticences ou les peurs de certaines d'entre elles. Pour ces femmes, il est en effet impossible de risquer de perdre leur travail : tout exploitées qu'elles soient, travailler dans le textile leur a permis de quitter les villages et d'échapper au risque d'un mariage forcé et fournit aussi un salaire qui assure la vie quotidienne, surtout quand le mari est au chômage. Dans son combat, Shimu se heurte non seulement au contremaître et au « manager », mais aussi à son mari qui, une fois qu'il a retrouvé un travail, préférerait qu'elle reste à la maison et lui demande de se voiler. Face à elle, il y a également le ministère du Travail, qui doit agréer le syndicat et s'avère être un univers de bureaucrates ensevelis dans des monceaux de papiers et trouillards face aux pressions patronales. Parmi les grands moments du film, il y a cette visite de clients européens ou américains qui observent les ateliers, font semblant de s'inquiéter des conditions de travail tout en expliquant au « manager » qu'il doit baisser ses coûts.

Il y a dans le film une vraie description du Dacca des classes populaires. De même, la réalisatrice n'élude pas la complexité d'une situation où le travail des femmes signifie à la fois exploitation et émancipation potentielle.

Henri Wilno



« **O**n est là, on est là, même si Macron le veut pas nous on est là ! » Malgré l'absence de transports en commun, le meeting du NPA région parisienne a donc été un succès, avec une tribune à l'image des mobilisations en cours en France... et dans le monde.

SNCF, RATP, Éducation...

C'est notre camarade Murielle, du secteur de la santé, qui a ouvert le meeting. Elle est revenue sur la longue lutte du secteur hospitalier, à la pointe de laquelle se situent les services d'urgences, qui combattent sans relâche, depuis près de 9 mois, les politiques d'austérité dont les conséquences sont particulièrement dramatiques à l'hôpital, pour les soignantEs comme pour les patientEs. Un secteur qui, malgré les réflexes corporatistes notamment présents chez les médecins, se joint de plus en plus à la lutte contre la « réforme » des retraites.

Des camarades de la SNCF (Laura), de la RATP (François-Xavier) et de l'Éducation nationale (Mathilde) sont également intervenus, qui ont fait le « point » sur les grèves en cours dans leurs secteurs. À la SNCF, détermination et auto-organisation sont là, avec des assemblées générales, des tentatives de coordination, la participation à des cadres interprofessionnels, etc. Des cheminotEs déterminés à ne pas céder un pouce de terrain face aux pressions politiques et médiatiques, et tirant les bilans de la « bataille du rail » de 2018.

Concernant la RATP, notre camarade François-Xavier a rappelé que la mobilisation actuelle, massive, venait clore un cycle de quasi atonie sociale, ouvert par la mise en place du service minimum en 2008. La grève de 2019, préparée depuis plusieurs mois, remet sur le devant de la scène la force des travailleurEs de la RATP, capables de paralyser Paris lorsqu'ils et elles se mettent en grève. Une grève qui va durer, avec des taux de grévistes particulièrement élevés, et qui là encore conjugue massivité et détermination.

Du côté de l'Éducation nationale, même si les grèves reconductibles sont rares, la massivité est aussi

Meeting du NPA Grévistes et internationalistes!

Le pari était risqué: organiser un meeting à Paris alors que les transports en commun sont paralysés. Pari réussi, avec 250 personnes réunies à la Bellevilloise le 16 décembre au soir.



de mise, avec des AG régulières, des cortèges conséquents dans les manifestations, des taux de grévistes très élevés dans les manifestations et une volonté de se coordonner avec d'autres secteurs.

Féministes et contre la répression!

Gaël, de la poste, est revenu quant à lui sur le phénomène de la répression, dont il est l'une des cibles avec l'accumulation des procédures judiciaires à son encontre. Répression policière et judiciaire, faite de violences dans les manifestations, d'arrestations, de procès, de condamnations... destinées à étouffer la contestation sociale. La lutte contre la répression doit être une composante à part entière de nos mobilisations face à un gouvernement qui allie ultralibéralisme et autoritarisme!

Manon, gréviste dans le secteur de la culture, s'est attaquée à l'un des mensonges les plus lamentables du gouvernement pour vendre sa contre-réforme: elle bénéficierait

aux femmes! Un argument particulièrement scandaleux quand on sait que les femmes seront au contraire les premières victimes de la contre-réforme, avec leurs salaires moindres, leurs carrières hachées, la suppression des trimestres liés à la naissance d'un enfant, les modifications concernant les pensions de réversion, etc.

En finir avec Macron et son monde

L'internationalisme était également bien présent dans le meeting, avec tout d'abord une intervention de Nicolas, jeune Hong-Kongais présent à Paris, qui a retracé la lutte exemplaire de la population de Hong-Kong contre un pouvoir autoritaire et inféodé à la Chine. Revendications démocratiques et revendications sociales, inventivité dans les manifestations, détermination malgré la répression: les Hong-Kongais ne baissent pas les bras!

Notre camarade Kamel, venu d'Algérie, est quant à lui revenu sur la mascarade électorale du 12

décembre, face à laquelle la population algérienne, toujours mobilisée, n'est pas dupe (lire page 5). Face aux manœuvres du pouvoir et à la répression, les AlgérienEs sont toujours là et revendiquent la chute du régime. L'enjeu des semaines à venir sera de développer les cadres d'auto-organisation afin de construire une situation de double pouvoir et d'imposer une constituante sous contrôle populaire. Olivier Besancenot, enfin, est intervenu pour clore le meeting, rappelant que la séquence que nous vivons actuellement sera déterminante pour la suite. Refuser les divisions et les manipulations, structurer, dans l'unité, la mobilisation par en bas, généraliser les grèves pour aller vers une paralysie totale du pays, imposer le retrait de la réforme... et le départ de Macron et de son monde: tels sont les objectifs. Avec la démission de Delevoye, le pouvoir est fragilisé: pour dégager Macron et sa réforme des retraites, tout reste possible.

Correspondant

Roman**Le cœur de l'Angleterre, de Jonathan Coe**

Gallimard, 560 pages, 23 euros, traduction Josée Kamoun.

« **I**ly a deux ans, le monde a connu une crise financière terrible et personne ne sait comment s'en sortir. Personne ne sait comment aller de l'avant. C'est ce que j'appelle l'indécision radicale; c'est le nouvel esprit du temps. Et Nick et Dave l'incarnent à la perfection », affirme Nigel, le versatile communicant du gouvernement en octobre 2010 à Doug. Nick et Dave: entendez Nick Clegg et David Cameron, vice-Premier ministre et Premier ministre Tories au début des années 2010, avant le Brexit. Fiction ou réalité? Cette fois, le truculent Jonathan Coe, le maître de l'ironie plus ou moins feutrée, rendu célèbre par son *Testament à l'anglaise*, s'attaque à l'Angleterre des années 2010.

Angleterre post-crise financière de 2009

Benjamin Trotter, la cinquantaine, et sa bande, reviennent. Ils étaient lycéens à Birmingham sous le Thatcherisme, étrillé savamment dans *Bienvenue au club*. Puis, adultes dans le *Cercle fermé* qui brocardait

l'Angleterre de Tony Blair, de la mondialisation et de la guerre en Irak. Ainsi la trilogie (qu'il n'est pas utile d'avoir lue pour apprécier ce roman) se referme.

Avec humour et tendresse, parfois avec l'ironie des désespérés, Jonathan Coe nous livre sa version de l'Angleterre post-crise financière de 2009: des émeutes de 2011 et des jeux Olympiques de 2012 jusqu'à l'assassinat de la députée Jo Cox et le vote du Brexit.

Autour de Benjamin Trotter, toujours contemplatif, gravitent sa nièce Sophie, son ami de lycée Doug, devenu journaliste politique, la fille rebelle de celui-ci, son ami Charlie, mais aussi sa sœur et son père. La montée haineuse déchire le couple formé par Sophie et Ian, pendant que les dessous des cartes politiques et médiatiques du Brexit se révèlent dans toute leur mesquinerie grâce à Doug.



Une instrumentalisation irresponsable à laquelle fait contre-point la misère que Benjamin entrevoit auprès de la jeune belle-fille de son ami Charlie, si banale à ses

yeux qu'elle lui demande: « Vous ne fréquentez jamais les banques alimentaires? »

Le réalisme de Jonathan Coe n'est certes celui pas celui de Ken Loach: il ironise plus qu'il dénonce. Il questionne avec tendresse les relations de cette bande d'amis, entre eux, avec leurs parents vieillissants, leurs enfants indomptables, leur sœur, leur frère, leurs ex, leurs maîtresses... Et dans ce tissu intergénérationnel, c'est bien plus que l'Angleterre de ces dernières années que Jonathan Coe nous donne à voir, c'est l'Angleterre, notre voisin, si proche et si loin, c'est le monde. Reste à savoir si on peut vraiment le fuir en s'exilant sous le soleil du Vaucluse, comme le fait Trotter à la fin? Sans doute fallait-il à l'auteur une fin heureuse pour ses personnages, à défaut d'en trouver une pour la société.

Fabienne Dolet

Exposition

Frapper le fer, l'art des forgerons africains

Musée du Quai Branly, jusqu'au 29 mars 2020, ouvert de 1 h30 à 19h (22h le jeudi), fermeture le lundi.

Le musée du Quai Branly présente actuellement une grande exposition¹ sur l'art millénaire du travail du fer en Afrique. *Frapper le fer* n'a certes pas été qu'une spécificité africaine, mais il a acquis en Afrique subsaharienne un raffinement reflétant l'art et la culture des sociétés. Du champ agricole au terrain de bataille jusqu'aux symboles religieux, le métal a été investi d'un véritable pouvoir social et spirituel.

Cosmologie du fer et du feu

La maîtrise des techniques de métallurgie en Afrique a bouleversé les peuples et les civilisations post-coloniales (Kuba, Luba ou Songye du Congo, Dogon et Bamana du Mali, Karagwe de Tanzanie, Mumuye du Nigeria, etc.). Le fer existe en abondance en Afrique mais sa



transformation en « gueuse », une pâte spongieuse et malléable exploitable par le forgeron, nécessitait la fusion du matériau d'origine à une

chaleur de plus de 1200 degrés dans des fours pas si artisanaux pour l'époque. En Afrique, la métallurgie traditionnelle représente un ensemble de techniques qui doit « comporter des éléments féminins pour être couronnées de succès »². Les forgerons ont été les égaux des prêtres ou des chamans, ils dirigeaient des sociétés initiatiques et enseignaient comment mobiliser les énergies à des fins spirituelles ou sociales.

Près de 230 pièces exposées

L'exposition *Frapper le fer, l'art des forgerons africains* déploie une grande diversité de formes et de traditions dans les différentes régions du continent subsaharien. Originaires de plus de quinze pays, 229 pièces réalisées entre le 17^e siècle et l'époque contemporaine y sont

présentées. De la sculpture aux pièces de monnaie, des outils agricoles aux instruments de musique, des armes aux objets religieux, les forgerons d'Afrique réalisent des prouesses techniques. Ils sont vénérés et craints et les religions monothéistes les conforteront dans leur statut. La preuve en est apportée aux visiteurs avec de magnifiques croix et fers chrétiens d'Éthiopie ou des lames calligraphiées du Soudan. En bref, l'exposition nous en met plein les yeux et même les oreilles à travers cloches et lamellophones (pianos à pouces). Viva Africa, un enchantement!

Sylvain Chardon

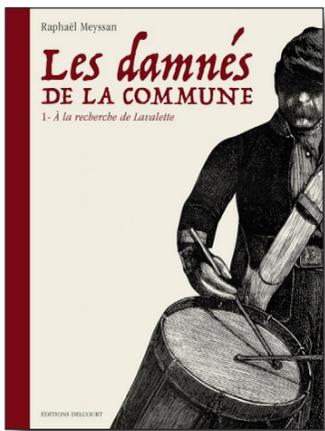
1 – En complément, on pourra également visiter une sélection des collections africaines d'Helena Rubinstein et admirer les œuvres de Somuk, premier artiste moderne du Pacifique.
2 – Tom Joyce, Commissaire de l'exposition.

Roman graphique

Les Damnés de la Commune, de Raphaël Meyssan

Delcourt, 3 tomes, 23,95 euros l'album.

Les *Damnés de la Commune* de Raphaël Meyssan est tout simplement magistral. C'est un véritable tour de force historique, narratif, visuel et politique.



Un tableau extrêmement vivant de l'époque

Point de départ, l'auteur part à la recherche d'un obscur communal du nom de Lavalette ayant habité son immeuble 150 ans plus tôt. À partir de cette quête, il parvient à raconter la Commune dans toute son épaisseur : tous les grands épisodes séquentiels de la période s'y trouvent, agrémentés de focus judicieux sur les débats qui traversent les camps en présence, le tout incarné à chaque étape par les trajectoires individuelles de quelques personnages bien choisis.

Un deuxième fil rouge, le récit d'une communalde, Victorine B, permet de donner à la narration un centre de gravité ancré dans l'imaginaire de ceux d'en bas, des femmes de surcroît, loin des habituels récits autour des « grands hommes » (ou des quelques femmes illustres qui purent s'imposer). En convoquant de multiples autres sources de première main, l'effet « choral » du récit dresse un tableau extrêmement vivant de l'époque, telle qu'elle se voyait elle-même. De même, en s'ancrant comme personnage enquêtant depuis son époque, l'auteur donne au récit une puissance d'actualisation incroyable : par quelques traits

d'humour bien sentis ou le partage de son rapport émotionnel au Paris communal, il invite les lecteurs à penser les chemins par lesquels l'histoire de la Commune habite encore notre monde.

Un véritable travail d'orfèvre

Formellement, son dispositif est apparemment simple, n'utilise comme illustrations que des gravures d'époque. Là où cela devient

un véritable travail d'orfèvre, c'est surtout dans le traitement visuel, dans la mise en scène de ces gravures, découpées, recadrées, réalignées en plans, « vignettées » dans un traitement graphique par lequel s'exerce le regard de l'auteur. Très cinématographique dans sa forme, le traitement visuel mobilise tout en finesse des jeux de montage qui scandent la narration et lui donne un souffle épique.

Bref, le résultat est époustoufflant. On passe par toute une palette d'émotions en lisant les trois tomes. Ce livre parvient à rendre accessible l'histoire de la Commune en en mettant l'âme et la substance à la portée de chacun, là où nombre de travaux d'historiens, malgré la quantité d'informations qu'ils rapportent, la maintiennent irrémédiablement à distance. « Vive la Commune ! »

CP

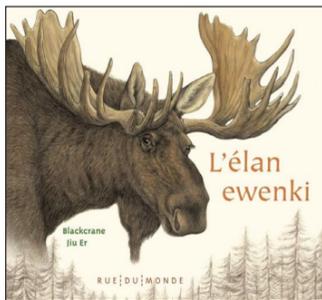
Enfants

À lire aux éditions Rue du monde

Tu seras les yeux de la mer, d'Alain Serres et Zaï

Rue du monde, novembre 2019, 96 pages, 22 euros. À partir de 8 ans

Un album qui entremêle photographies, dessins à l'encre de chine et textes courts entièrement consacré à la sauvegarde des océans : fonte de la banquise, érosion des côtes, continent de plastique, marées noires... À lire en famille.



L'Élan Ewenki, de Blackrane et Jiu Er

Février 2019, 52 pages, 18,50 euros. À partir de 6 ans.

Dans les montagnes de la Mongolie intérieure, un vieux chasseur Ewenki, Guéli Shenké, se voit contraint d'adopter un jeune

élan dont il a tué la mère. Nait alors entre eux une amitié hors du commun. Mais Guéli Shenké vieillit et le faon devient peu à peu une force de la nature : la place d'un élan peut-elle être parmi les hommes ? Un bel album sur les relations de l'homme à la nature.

Un flamant dans la ville, de Raphaëlle Frier et Julia Chausson

Avril 2018, 48 pages, 16 euros. À partir de 4 ans.

Un flamant rose se pose sur le chantier d'une grande ville. Les habitants se demandent s'il faut l'accueillir. « Il n'a pas de papiers ? Il n'a que des plumes bien sûr. Peut-on le garder ? On pèse les plumes et le contre. »

Les uns assurent qu'il est le bienvenu, « un flamant rose c'est tellement exotique... », tandis que les autres prétendent qu'il n'a rien à faire ici. La querelle éclate. Les arguments favorables ou hostiles à la présence de l'animal se succèdent : insécurité, enfants, intégration... Comme un pied de nez à la discussion, le flamant rose, tour à tour arrosoir, parapluie ou plan de métro, se joue du décor dans lequel il évolue, révélant à la fois la poésie de la cité et le fait qu'il a bien toute sa place dans la ville.

Un très bel album, poétique et drôle, tant du point de vue du texte que du graphisme.

Le Petit Chaperon rouge qui n'y voit rien, de Han Xu

Avril 2018, 56 pages, 16 euros. À partir de 4 ans.

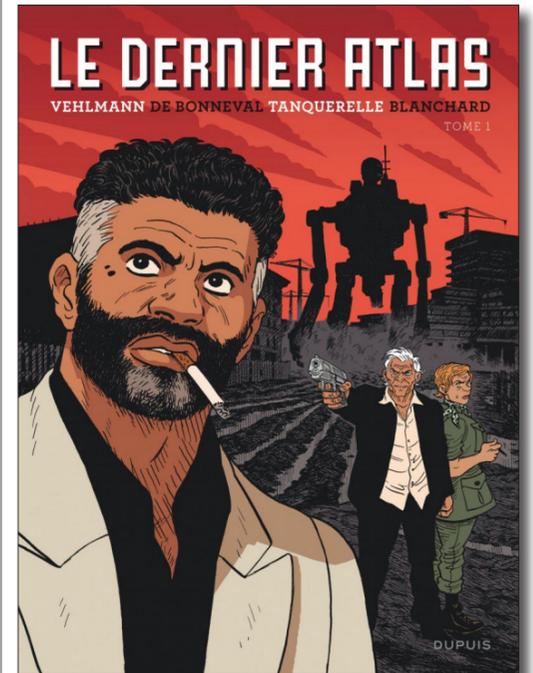
Et si le grand méchant loup n'était pas forcément celui auquel on pense...

Le tout petit chaperon rouge, non-voyante, doit traverser la grande forêt pour rendre visite à sa grand-mère. En chemin elle rencontre successivement un lapin, un hérisson et une mouflette, tous gigantesques, qui refusent de lui venir en aide mais la mettent en garde contre le grand méchant loup. Celui-ci, de taille modeste, finit par arriver et, se faisant passer pour un chien, accepte d'accompagner l'enfant. Au fil de leur de leur périple, le petit chaperon rouge parvient à imposer ses choix au terrible animal jusqu'à ce que celui-ci, n'y tenant plus, saute sur l'enfant... et tombe dans un trou. Sauvé et soigné par la petite fille, le loup domestiqué tiendra promesse et accompagnera la fillette saine et sauve chez sa grand-mère. Un joli conte servi par de superbes illustrations.

BD

Le Dernier Atlas

Blanchard et Tanquerelle (dessin), de Bonneval et Vehlmann (scénario), Dupuis, 205 pages, 24 euros.



Le Prix René-Goscinny-Prix du scénario a pour vocation de mettre en lumière le travail de scénariste. Il contribue à la construction d'un statut de créateur à part entière d'univers et d'histoires. En collaboration avec le Festival d'Angoulême, il est attribué à un scénariste de bande dessinée pour l'ensemble de son œuvre ou pour un album paru dans l'année dont il ou elle a été l'auteur du scénario.

Bandits, policiers, militaires, journalistes...

Cette année, Gwen de Bonneval et Fabien Vehlmann, coscénaristes de la série *Le Dernier Atlas* sont les heureux élus. À noter que leur album était déjà, à juste titre, sélectionné pour la compétition finale du Fauve d'or 2020¹.

À l'évidence, le scénario de *Dernier Atlas* cherche à faire bouger les lignes de la bande dessinée par le biais d'une odyssée uchronique². Nous voilà plongés, quarante ans après, dans le contexte d'une guerre d'Algérie elle-même décalée d'une quinzaine d'années et des expériences nucléaires françaises dans le Sahara. Le « héros », Ismaël Tayeb, lieutenant d'un gang criminel, doit retrouver une pile nucléaire et pour cela remettre en marche en Inde un immense robot français : le dernier Atlas, surnommé Georges Sand. Au même moment, un journaliste, Françoise Halfort, ex-reporter de guerre, est confrontée dans le parc de Tassili à un phénomène écologique et sismique sans précédent, qui menace l'équilibre de la planète par la migration des oiseaux tandis qu'un assassinat lié à des magouilles immobilières en Asie est perpétré place Royale à Nantes. Bandits, policiers, militaires, journalistes et un mystérieux groupe de vieux savants convergent mais avec des intérêts bien différents. Trois épais volumes de plus de 200 pages : les scénaristes de *Dernier Atlas* ne manquent pas d'ambition ! Ils recevront officiellement leur prix le 1^{er} février à Angoulême lors de la cérémonie de remise des Fauves.

SC

1 – Prix du meilleur album, voir *L'Anticapitaliste* numéro 500.

2 – Variation(s) à l'intérieur d'un univers déjà fictif mais en lien avec un univers, une histoire réelle.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

SOUSCRIPTION 2019

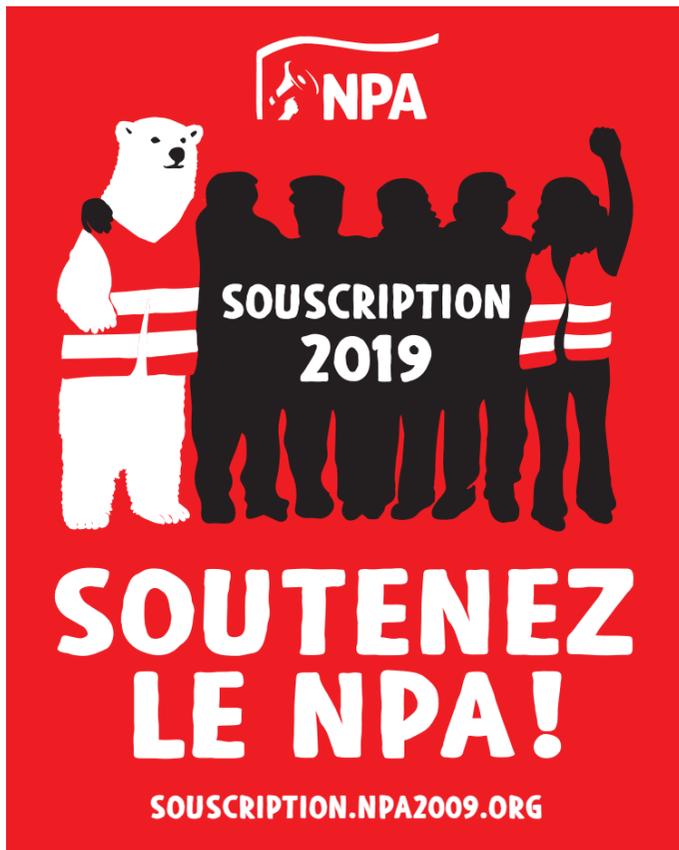
Certaines batailles se gagnent aux points

À l'heure où ces lignes sont écrites, le mouvement contre la destruction de notre système de retraites bat son plein depuis le 5 décembre. La nouvelle journée d'action du mardi 17 décembre n'a pas encore eu lieu mais on sait d'ores et déjà qu'elle sera un moment clé dans cette longue bataille pour sauvegarder le principe d'un financement solidaire des retraites, conçu comme un progrès social et non comme une aumône de fin de vie pour des travailleurEs exténués.

Longue bataille en effet car ce gouvernement plein de morgue et de mépris veut aller jusqu'au bout. Tel est son mandat, telle est sa raison d'être, telle est la psychologie de ses représentants. Aussi cette bataille ne se gagnera pas par KO, par forfait, ou sur tapis vert. Non, cette bataille se gagnera aux points. Les leurs contre les nôtres.

Combat de touTEs contre touTEs

Les leurs ? Ceux d'un système de calcul des pensions totalement baroque et opaque en apparence, mais parfaitement limpide dans les faits et sa philosophie pour qui n'est pas dans le déni ou la mauvaise foi, celle d'un jeu vidéo où les travailleurEs tenteront d'accumuler par tous les moyens des points de (sur)vie dans un univers(él) où tout est fait pour les leur rendre inaccessibles, au prix d'un combat de touTEs contre touTEs : privé contre public, jeunes contre vieux, hommes contre femmes, blancs contre racisés, insiders contre outsiders, urbains contre ruraux, avec ou sans emploi... Et si d'aventure le joueur venait à compléter sa quête de points après avoir battu tous les « boss », l'architecte de la Matrice pourra souverainement et à tout moment les transformer en bitcoin de singe, par le simple fait de la loi d'airain de la « conjoncture économique », de la règle d'or de « l'équilibre budgétaire », de l'évolution fatale de la « démographie ». Ready player one... same player shoot again... game over.



Classe contre classe

Les nôtres ? Ceux d'un système solidaire, démocratique, prévisible, assurant à chacun une retraite digne et décente par une autre répartition des richesses. Augmentation des cotisations dites patronales et disparition à terme des cotisations dites salariales.

En d'autres termes, tout le salaire socialisé doit être pris sur les profits des capitalistes ! Diminution du temps de travail à 32h sans perte de salaire, revalorisation du SMIC et des minima sociaux à 1800 euros net, augmentation des salaires et revenus dits de remplacement de 300 euros net, égalité salariale

entre hommes et femmes, régularisation de tous les sans-papiers pour qu'ils et elles puissent être payés décemment et profiter des cotisations qu'ils et elles versent, retraite à 60 ans avec un retour aux 37,5 annuités, retraite précoce pour les travaux les plus dangereux et fatigants.

Les leurs ? Mensonges, atermoiements, insultes, opacité, manipulations, omissions, répression. Les nôtres ? Solidarité, unité, radicalité, démocratie, auto-organisation, luttes, blocages, manifestations, grèves. Chacun sa pratique, classe contre classe.

Nous avons besoin de vos dons

Dans un contexte politique et social aussi prenant, où les effets de la grève sur le porte-monnaie se font déjà sentir, avouons qu'il n'est pas aussi facile que d'habitude de faire appel à votre générosité pour soutenir financièrement le NPA. Pour autant, parce que l'avenir dure longtemps et que, plus prosaïquement, les dépenses de notre parti ne feront pas grève en 2020, nous avons besoin de vos dons ! Même si nous brisons un genou à ce gouvernement en lui faisant retirer son plan scélérat, la lutte sera loin d'être terminée... Et pour cela, il faudra aussi de l'argent ! Voilà pourquoi nous le redisons une fois encore : le NPA ne peut pas boucler son budget courant avec les seules cotisations régulières de ses militantEs. Les dons de fin d'année font partie intégrante des recettes vitales à l'organisation.

Sylvain Madison

Vu ailleurs

ENTREPRISES : PÉNIBILITÉ ET SANTÉ AU TRAVAIL À LA TRAPPE.

On allait voir ce qu'on allait voir. Avec les ordonnances Macron du 17 septembre 2017, le gouvernement d'Édouard Philippe promettait aux partenaires sociaux un formidable choc de simplification. Fini l'empilement des lieux du dialogue social, les réunions à répétition, le jeu de ping-pong entre des instances passées maîtresses dans l'art de freiner, voire de bloquer les projets de transformation des entreprises ! Place à l'instance unique, le comité social et économique (CSE). Une assemblée puissante, efficace, capable de traiter tout à la fois les prérogatives qui relevaient jusqu'alors des délégués du personnel (DP), du comité d'entreprise (CE) et des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

Premier constat, les directions traînent des pieds. Au 10 septembre, seuls 42 600 CSE d'établissement avaient été mis en place, soit la moitié des entreprises qui sont tenues d'y passer avant la date butoir du 31 décembre. Ensuite, sur le fond, on n'a pas vu grand-chose. Ou plutôt, si : une formidable diminution du nombre des instances et, par ricochet, du nombre de représentants qui y siègent. Dans l'écrasante majorité des cas, les entreprises profitent en effet du passage au CSE, non pas pour repenser les conditions d'un dialogue social nourri et efficace en leur sein, mais pour en réduire les moyens plus ou moins drastiquement. Avec d'autant plus de facilités que rien ne les oblige à négocier et à accorder des moyens supplémentaires au-delà des minima prévus par les textes. [...]

Certes, la législation prévoit bien la création de commissions – les CSSCT – pour les suppléer. Mais celles-ci ne sont obligatoires que dans les établissements d'au moins 300 salariés ainsi que dans les sites classés à risques. Quant à leurs capacités d'action, elles s'avèrent souvent dérisoires : les textes n'octroient par défaut aucun moyen financier ni humain à ces CSSCT qui, sans personnalité morale, ne peuvent prendre aucune décision. Et encore moins ester en justice. [...]

Dernière inquiétude, et pas des moindres, le manque de proximité. La concentration des CSE, à laquelle s'ajoute la suppression des CHSCT et des délégués du personnel, peut conduire à de vrais déserts syndicaux. « On transforme les membres de CSE en sénateurs, coupés du terrain. Le risque, c'est que les situations de travail délébiles ne soient pas traitées et dégénèrent, faute de relais dans les bureaux et les ateliers », prévient Jean-Claude Delgènes, patron du cabinet Technologia.

Stéphanie Béchaux, « La santé, grande oubliée des nouveaux comités d'entreprise », Alternatives économiques, 13 décembre 2019.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org

La souscription permet une déduction fiscale des deux tiers du montant versé :

VOUS DONNEZ 3 EUROS, LE PARTI EN REÇOIT 3, L'ÉTAT VOUS EN REVERSE 2 !

Moyennant un peu de patience avant le remboursement :

VOUS POUVEZ DONC MULTIPLIER VOTRE DON PAR 3

Un seul lien pour donner en ligne :

HTTPS://SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

Une seule adresse pour envoyer vos chèques :

NPA SOUSCRIPTION – 2, RUE RICHARD-LENOIR – 93100 MONTREUIL

Un seul ordre pour vos chèques :

NPA SOUSCRIPTION

Une seule limite de datation et d'envoi :

AVANT LE 31 DÉCEMBRE À MINUIT

Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque :

PRÉCISEZ-LE POUR QUE LE REÇU FISCAL ARRIVE À BON PORT

Si deux noms apparaissent sur le chèque :

PRÉCISEZ À QUI IMPUTER LE DON

L'image de la semaine

